



Green Economy and Structural Transformation

L'économie verte et la transformation structurelle

Addis Ababa, Ethiopia • Addis Ababa, Éthiopie
25-28 October • octobre 2011

United Nations Conference Centre
Centre de conférences des Nations Unies



Prof. Wangari Muta Maathai
(1940 - 2011)





Conférence économique africaine 2011

Économie verte et transformation structurelle

Addis-Abeba (Éthiopie) - 25-28 octobre 2011



Groupe de la Banque
africaine de développement



Commission économique
pour l'Afrique



Programme des Nations Unies
pour le développement

Contents

Lettres d'introduction.....	1
Programme.....	4
Résumés	15
Biographies des principaux conférenciers	36
Publications de la UNECA	52

Emmanuel Nnadozie
Directeur, Division du développement économique et du NEPAD, (CEA)

Excellences,
Mesdames et Messieurs,
Chers participants,

Je suis heureux de vous accueillir à la sixième Conférence économique africaine conjointement organisée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement à Addis-Abeba en Éthiopie, du 25 au 28 Octobre 2011. Je tiens également à reconnaître et à souligner l'importance de la présence d'invités de marque qui traduit leur volonté de promouvoir la recherche économique et sociale ainsi que le partage des connaissances.

Le thème de cette Conférence, «économie verte et transformation structurelle», est très pertinent et vient à point nommé. La prochaine Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Durban (Afrique du Sud), et la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CDD) ont déjà suscité d'intenses discussions aussi bien à l'intérieur qu'en dehors du continent africain.

Plus important encore, l'Afrique se trouve aujourd'hui à un tournant critique de sa trajectoire de développement. Le continent a démontré son potentiel de croissance au cours des dernières décennies. Cependant, les défis fondamentaux du développement à long terme auxquels le continent fait face, en particulier ceux relatifs aux changements climatiques, nécessitent des réponses adéquates en vue de réaliser, dans un avenir proche, un développement durable.

Dans ce nouveau contexte, l'Afrique ne peut plus répéter le paradigme du développement conventionnel «croissance d'abord, nettoyage ensuite» ; au contraire, le continent se doit d'accomplir la double mission de transformation économique et de transformation verte à un stade beaucoup plus précoce de développement. Cette double tâche nécessite une volonté politique et une détermination à intégrer la durabilité environnementale dans les stratégies de développement. Nous avons noté avec plaisir que les dirigeants africains ont adopté le concept d'économie verte qui relie la performance économique à une utilisation efficace des ressources et à une juste répartition des avantages au sein et entre les générations.

La mise en œuvre réussie d'une économie verte repose sur l'équilibre prudent entre perspectives de développement à long terme et préoccupations de développement immédiats et urgents. Ceci constitue un test de la capacité des pays africains. Le renforcement des capacités institutionnelles et politiques devrait favoriser une transformation verte à faible coût et doublement gagnante, couplée avec une mobilisation efficace des ressources internes et externes pour l'amélioration des investissements verts. Cela requiert une participation effective des entreprises privées et de la société civile, qui contribuera à créer et à stabiliser un secteur vert sain. Tous ces éléments essentiels doivent être réunis par les pays africains afin d'assurer une transformation économique et verte et de trouver une nouvelle voie de développement durable.

Depuis sa création, la Conférence économique africaine est le principal forum au sein duquel décideurs politiques et universitaires réfléchissent sur les orientations futures du développement socioéconomique en l'Afrique. J'espère que la Conférence de cette année poursuivra sur cette lancée et ne ménagera aucun effort pour trouver le meilleur mode de développement vert pour l'Afrique.

Je vous remercie

Mthuli Ncube
Économiste en chef et Vice-Président, Banque africaine de développement

Mesdames et Messieurs,
Chers participants,

C'est un grand plaisir et un honneur pour moi de vous souhaiter la bienvenue à la sixième édition de la Conférence économique africaine (CEA) conjointement organisée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la Banque africaine de développement (BAD) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Addis-Abeba en Éthiopie, du 25 au 28 Octobre 2011. Depuis son lancement en 2006, la Conférence a enregistré un succès grandissant et est devenu le premier forum continental de haut niveau pour débattre des questions de développement économique au sein du continent. Je suis également heureux de constater qu'elle est restée fidèle à son objectif initial de réduire le fossé entre décideurs politiques nationaux et chercheurs.

Pour la sixième année consécutive, je suis ravi de voir de nombreux universitaires, instituts de recherche et décideurs politiques africains réunis autour du même désir ardent de contribuer au débat sur la façon de mener notre continent vers une croissance forte, durable et partagée. L'édition 2011 mettra l'accent sur «l'économie verte et la transformation structurelle». Ce thème est d'autant plus important que le changement climatique menace sérieusement le développement durable, la réduction de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment en Afrique. En effet, les questions climatiques constitue un lourd défi auquel le continent doit faire face, notamment en termes de productivité, de sécurité alimentaire et d'accès à l'eau, de lutte contre les maladies, de promotion de la biodiversité et de lutte contre la dégradation des sols.

Je tiens à saluer les nombreux efforts faits par les gouvernements africains afin de minimiser les impacts négatifs du changement climatique. Grâce à l'appui de la BAD et des institutions financières internationales, de nombreux pays africains ont commencé à trouver des réponses aux défis liés au bouleversement climatique et à la mobilisation des sources de financement nécessaires à sa prise en charge.

J'espère que cette Conférence produira des idées ainsi que des stratégies pouvant aider l'Afrique à réaliser une croissance dynamique, soutenue et sans exclusive. La présence des décideurs nationaux et des chercheurs nous permettra de promouvoir une réflexion innovante. Je suis donc dans l'expectative d'une participation active de votre part et vous souhaite des débats fructueux.

Je vous remercie.

Pedro Conceição
Économiste en chef, Bureau régional pour l'Afrique,

Excellences,
Chers invités,

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue à cette sixième Conférence économique africaine qui se tient ici à Addis-Abeba en Éthiopie du 25 au 28 Octobre 2011. Cet événement est devenu une pierre angulaire de notre collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la Banque africaine de développement. Il reflète notre engagement commun à débattre sur les options stratégiques et politiques à mettre en œuvre en vue de stimuler la croissance économique et de faire progresser le développement humain pour tous les Africains.

Le thème de la Conférence de cette année, «économie verte et transformation structurelle», est opportun. Au cours des prochains mois, la durabilité sera au cœur de l'agenda du développement international accentué par la tenue de la dix-septième session de la Conférence des Parties (COP17) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Les économies africaines ont connu une croissance remarquable au cours de la dernière décennie, mais de nombreux Africains n'en ont pas partagé les bénéfices. En outre, les économies et les sociétés africaines restent encore très vulnérables aux chocs, dont les effets sont susceptibles d'être amplifiés par le changement climatique et la croissance démographique.

La Conférence économique africaine examine les perspectives de la région en termes de promotion du développement durable par une meilleure stimulation de la productivité économique et une meilleure promotion du développement humain durable. En s'inspirant de ce qui se fait actuellement dans les différents autres pays à travers le monde, la Conférence s'attachera à promouvoir une meilleure compréhension des politiques qui marchent en Afrique et ailleurs, pour améliorer la vie des personnes de façon cohérente avec les défis de long terme du développement durable.

Nous avons l'immense privilège de nous joindre à un auditoire exceptionnel d'éminents universitaires, de décideurs et de praticiens du développement du continent africain et du monde entier. Nous souhaiterions saisir cette occasion pour remercier Son Excellence Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie d'avoir honoré de sa présence la cérémonie d'ouverture. Enfin, nous vous souhaitons à tous des débats productifs et nous avons hâte d'échanger sur les perspectives et expériences à travers cette longue série de présentations et de discussions prévues tout au long de la Conférence.

PREMIER JOUR: Mardi 25 octobre 2011

12 heures-15 heures Inscription des participants

15 heures-17 heures CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

Salle: CR2

Maître de cérémonie: M. Emmanuel Nnadozie, Directeur de la Division du développement économique et du NEPAD, Commission économique pour l'Afrique (CEA)

Allocution de bienvenue: M. Abdoulie Janneh, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)

Allocution de: M. Tegegnetwork Gettu, Secrétaire général adjoint et Directeur du Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Allocution de: M. Donald Kaberuka, **Président** de la Banque africaine de développement (BAD)

Allocution de: M. Jean Ping, **Président** de la Commission de l'Union africaine (CUA)

Discours officiel d'ouverture: M. Meles Zenawi, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie

Conférence de presse

18 h 00 Cocktail - CEA

Lieu: Salon des délégués

DEUXIÈME JOUR: Mercredi 26 octobre 2011

9 heures-11 heures PREMIÈRE SÉANCE PLÉNIÈRE - PROMOUVOIR L'ÉCONOMIE VERTE EN VUE DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'AFRIQUE

Salle: CR2

Président: M. Josué Dioné, Directeur de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable (CEA)

Présentateur: M. Desta Mebratu, Directeur adjoint du Bureau régional du PNUE pour l'Afrique, Nairobi

Animateur: M. Ben Kaluwa, Professeur d'économie, Université du Malawi (Malawi)

Animateur: M. Afeikhena Jerome, Coordonnateur, Mécanisme étatique d'évaluation par les pairs, Forum des Gouverneurs, Abuja (Nigéria)

Animateur: M. Augustin Fosu, Directeur adjoint, Université des Nations Unies, WIDER, Helsinki (Finlande)

11 heures-11 h 15 Pause

11 h 15-13 heures SÉANCES PARALLÈLES

Séance 1.1.1 TRANSFORMATION STRUCTURELLE ET POLITIQUES INDUSTRIELLES

Salle: CR3

Président: M. Désiré Vencatachellum, Directeur du Département de la recherche sur le développement à la Banque africaine de développement

1. Document 1 - Consommation d'énergie et développement durable: leçons tirées du secteur industriel au Nigéria - MM. Fidelis O. Ogwumike et Omo Aregbeyen, Département d'économie, Université d'Ibadan (Nigéria)

Intervenant: M. Danbala Danju, Conseiller à la Banque africaine de développement

2. Document 2 - L'investissement vert permet-il d'accroître la productivité? - M. Salifou Issoufou et Mme Nama Ouattara, Université de Paris 11 (France)

Intervenant: M. Adam El-Hiraika, Chef de la Section de l'analyse macroéconomique de la Division du développement économique et du NEPAD (CEA)

3. Document 3 - Contraintes de crédit et entrepreneuriat en Afrique: Impact des politiques - Mmes Mina Balamoune et Zuzana Brixiova et M. Léonce Ndikumana, Université de la Floride du Nord (États-Unis) / PNUD / Université de Massachusetts (États-Unis)

Intervenant: M. Luc-Joël Grégoire, Conseiller économique au PNUD (Mali)

Séance 1.1.2 DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Salle: CR4

Président: M. Samuel Bwalya, Conseiller économique au PNUD (Éthiopie)

1. Document 1 - L'impact de l'éducation de la mère sur la santé et la nutrition infantiles dans les pays en développement: leçons tirées d'une expérience naturelle au Burkina Faso - Mme Eugénie Maiga, Centre africain pour la transformation économique

Intervenant: M. Lawrence Bategeka, Chargé de recherche principal par intérim, EPRC (Ouganda)

2. Document 2 - Développement du capital humain en Afrique: agents, facteurs et incidences sur la croissance et la transformation structurelle - M. Harry Sackey, Département économique, Université de Vancouver (Canada)

Intervenant: M. Olivier Manlan, Conseiller économique, Bureau de pays du PNUD au Bénin

Document 3 - Dépenses publiques d'éducation et pauvreté au Burkina Faso: une approche du modèle informatisé d'équilibre général - M. Lacina Balma, Mme W. Francine Alida Ilboudo, MM. Adama Ouattara, Roméo Kaboré, Kassoum Zerbo et T. Samuel Kaboré, IFPRI.

Intervenante: Mme Aissatou Gueye, Économiste, FIIS, Division du développement économique et du NEPAD (CEA)

Séance 1.1.3 QUESTIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Salle: CR5

Président: M. Adebayo Olukoshi, Directeur de l'IDEP, CEA, Dakar (Sénégal)

1. Document 1 - Variabilité climatique et vulnérabilité des moyens de subsistance dans les zones rurales de l'État de Lagos - M. Ganiyu Akolade, Department of Agricultural Extension and Management, Lagos State Polytechnic, Lagos

Intervenant: M. Athanasius Coker, Chef Coordination du programme, Banque africaine de développement

2. Document 2 - Dans quelle mesure les pays africains sont-ils vulnérables aux changements climatiques? Leçons d'un nouvel indicateur de vulnérabilité physique aux changements climatiques - M. Patrick Guillaumont et Mme Catherine Simonet CERDI / Université d'Auvergne

Intervenante: Mme Zuzana Brixiova, Conseillère économique au PNUD (Swaziland)

3. Document 3 - Quelques aspects socioéconomiques des aménagements hydro-agricoles en réponse aux impacts des changements climatiques dans les départements du mono-couffo au Bénin - MM. Yabi Ibouraima, Afouda Fulgence et Boko Michel, Université d'Abomey-Calavi (UAC)

Intervenant: M. Youba Sokona, Coordonnateur au Centre africain pour la politique en matière de climat (CEA)

13 heures–14 h 30 Pause déjeuner

14 h 30-16 h 15 DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE (SPÉCIALE) - CROISSANCE DURABLE EN AFRIQUE DU NORD: QUELLES LEÇONS POUR LE CONTINENT?

Salle: CR2

Président: M. Donald Kaberuka, **Président** de la Banque africaine de développement

Présentateur: M. Farid Ayari, Radio France Internationale

Animateur: M. Sid Ahmed Ghazali, ancien Premier Ministre de l'Algérie

Animatrice: Mme Ouided Bouchamaoui, **Présidente** de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat

Animateur: M. Brice Lalonde, Sous-Secrétaire général et Coordonnateur exécutif de Rio+20 (UNCSD 2012)

Animateur: M. Diederik Vanderwalle, Professeur invité à la London School of Economics

16 h 15-16 h 30 Pause

16 h 30–18 h 15 SÉANCES PARALLÈLES

Séance 1.2.1 MÉNAGES ET LA CONCURRENCE SUR LE MARCHÉ

Salle: CR3

Président: M. Xiaoning Gong, Chef de la Section des statistiques économiques et de la comptabilité nationale, CAS (CEA)

1. Document 1 - Augmentation du crédit, de la consommation et de richesse des ménages en milieu urbain en Éthiopie - MM. Abbi Kedir et Gamal Ibrahim, Département économique, Université de Leicester, Royaume-Uni / CEA

Intervenant: M. Samuel Bwalya, Conseiller économique au PNUD (Éthiopie)

2. Document 2 - Concurrence sur le marché de cultures d'exportation et revenus agricoles - MM. Nicholas Depetris Chauvin et Guido Porto, Dubai School of Government / Université de la Plata

Intervenant: Mme Ginette P. M. Camara, Conseillère économique au PNUD (Tchad)

3. Document 3 - Investissement agricole et risques liés à la sous-traitance et aux politiques: le cas du commerce de fleurs entre le Kenya et l'UE - William Amponsah et Andrew Muhammad, School of Economic Development, Georgia Southern University, Ministère de l'agriculture des États Unis

Intervenant: M. Souleymane Abdallah, Économiste, FIIS, Division du développement économique et du NEPAD (CEA)

Séance 1.2.2 ÉNERGIES RENOUVELABLES ET QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

Salle: CR4

Président: M. Kupikile Mlambo, Conseiller auprès de l'Économiste en chef, Banque africaine de développement

1. Document 1 - Déterminants de l'adoption de la technologie exploitant les énergies renouvelables dans les pays en développement - Mme Birte Pohl et MM. Michael Jakob et Steffen Schlomer, German Institute of Global and Area Studies

Intervenant: M. Kurt Lonsway, Chef Division de l'énergie et du changement climatique, Banque africaine de développement

2. Document 2 - Capital social et volonté de payer pour les biens environnementaux dans les pays africains- M. Urbain Thierry Yogo, Université de Yaoundé-II (Cameroun)

Intervenant: M. Jeremy Webb, Statisticien, Centre africain pour la politique en matière de climat (CEA)

Séance spéciale 1.2.3 RÔLE DU SECTEUR PRIVÉ DANS LA PROMOTION DES TECHNOLOGIES VERTES

Salle: CR5

Président: M. Pedro Conceição, Économiste en chef au Bureau régional du PNUD pour l'Afrique

Présentateur: M. Tom Nagle, World Resources Institute

Animateur: M. Ousmane Kane, **Président** de la Commission des relations, Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal

Animateur: M. Genevesi Ogiogio, Directeur du Centre for Institutional Development, Harare

Animateur: M. Chinedum Nwajiuba, Directeur, Nigerian Environmental Study/ Action Team

18h15-19h15

Lancement de livre - "Africa's Odious Debts" - par Leonce Ndikumana et James K. Boyce

Salle CR2

Président: Pedro Conceicao, Économiste en chef, au Bureau régional du PNUD pour l'Afrique

TROISIÈME JOUR: Jeudi 27 octobre 2011

9 heures-10 h 15

TROISIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE - GESTION DES RESSOURCES NATURELLES, BIOCARBURANTS, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET AGRICULTURE DURABLE

Salle: CR2

Président: M. Buchizya Mseteka, Fondateur et PDG de Leriba Risk Ltd.

Présentateur: M. Patrick Guillaumont, **Président** de la Ferdi et Professeur émérite à l'Université d'Auvergne (France)

Présentateur: M. Abdoulaye Bathily, Ancien ministre de l'environnement, député à l'Assemblée nationale du Sénégal

Présentateur: M. Ola Smith, Professeur, Production animale et santé et Conseiller technique du Directeur-général du Centre de trypanotolérance, Banjul (Gambie)

Présentateur: M. Kofi Andah, Directeur régional, AMSCO, Bureau de Nairobi

Présentateur: M. Wilfred Lombe, Chef de la Section Infrastructures et ressources naturelles, FSSD (CEA)

Animateur: M. Paul Van Aalst, Directeur de E+Co Europe, Amsterdam (Pays-Bas)

Animateur: M. Mathieu Badolo, Directeur de l'Institut d'application et de vulgarisation en sciences

Animateur: M. Paul Collier, Professeur d'économie et Directeur du Centre d'études des économies africaines de l'Université d'Oxford

10 h 15-10:30

Pause

10 h 30-12 h 15

SÉANCES PARALLÈLES**Séance 1.3.1 AGRICULTURE DURABLE ET UTILISATION DES TERRES**

Salle: CR3

Présidente: Mme Ginette P. M. Camara, Conseillère économique au PNUD (Tchad)

1. Document 1 - Exportations de produits primaires et dégradation de l'environnement: quelles conséquences sur la santé des populations? - M. Alassane Drabo, Université d'Auvergne (France)

Intervenant: M. Ousmane Gajigo, Économiste-statisticien à la Banque africaine de développement

2. Document 2 - Combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives dans l'évaluation de l'impact des projets agropastoraux sur la productivité des organisations paysannes: le cas du Cameroun - Pierre Nguetse Tegoum, Tebila Nakelse et Issaka Ouedraogo, Ministère de l'économie, de la planification..., Cameroun / Min. de l'agriculture, Burkina Faso.

Intervenant: M. Gamal Ibrahim, Économiste, GPAD (CEA)

3. Document 3 - Extensification et intensification: Revoir le rôle des terres dans la croissance agricole en Afrique - M. Guy Blaise Nkamleu, Banque africaine de développement, Tunis.

Intervenant: M. Maurice Tankou, Chef de la Section commercialisation et appui à l'agriculture, FSSD (CEA)**Séance 1.3.2 DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RÉALISATION DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT**

Salle: CR4

Président: M. Sibry Tapsoba, Directeur, Projets spéciaux, Bureau de l'économiste en chef, Banque africaine de développement

1. Document 1 - Indicateur flou de la gestion durable des terres et ses corrélats dans l'État d'Osun (Nigéria) - M. Abayomi Oyekale, Département de l'économie agricole, Université d'Ibadan (Nigéria)

Intervenant: M. Hoseana Bohela Lunogelo, Directeur de l'ESRP, Ouganda

2. Document 2 - Quel est l'impact des chocs climatiques sur la sécurité alimentaire dans les pays en développement? - MM. Félix Badolo et Somlanare Romuald Kinda, Centre d'études et de recherches sur le développement

Intervenante: Mme Zuzana Brixiova, Conseillère économique au PNUD (Swaziland)

3. Document 3 - Le rythme des pluies: effets saisonniers sur la santé des enfants en Gambie - MM. Ousman Gajigo et Benjamin Schwab, Banque africaine de développement, Tunis / Université du Wisconsin à Madison (États-Unis)

Intervenant: M. Kwabia Boateng, Chef de la Section du NEPAD, Division du développement économique et du NEPAD (CEA)**Séance spéciale 1.3.3 LE RÔLE CENTRAL DE L'ÉTAT DANS LA PROMOTION D'UNE ÉCONOMIE VERTE**

Salle: CR5

Président: M. David Batt, Directeur du Groupe d'appui au Forum pour le partenariat avec l'Afrique, OCDE**Présentateur:** M. Maxwell Mkwezalamba, Commissaire aux affaires économiques à la Commission de l'Union africaine

Présentateur: M. Moustapha Gueye, Chef par intérim du Groupe consultatif sur l'économie verte, PNUE, Genève

Animatrice: Mme Esther Agbarakwe, Coordinatrice régionale pour l'Afrique, Youth and Children Major Group, Commission du développement durable (Nations Unies)

Animatrice: Mme Carine Kiala, Coordinatrice, LCF and Associate (Angola)

Animateur: M. Babatunde Sofoluwe, Vice-Recteur de l'Université de Lagos (Nigéria)

Animateur: M. Kwabena Gyimah-Brempong, Professeur d'économie à l'Université de la Floride du Sud (États-Unis)

12 h 15-14 heures Déjeuner / Événement parallèle - Salle CR3

14 heures-16 heures Événement parallèle organisé par le PNUD (12h15 - 13h30) - DISCUSSION DU RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2012 ET 2013

Présentateur: M. José Pineda, Bureau du Rapport sur le développement humain au PNUD

Intervenant: M. Ferdinand Bakoup, Économiste en chef au Département régional Afrique de l'Ouest à la Banque africaine de développement

Intervenante: Moustapha Gueye, Chef par intérim du Groupe consultatif sur l'économie verte, PNUE, Genève

Intervenante: Kwabena Gyimah-Brempong, Professeur d'économie à l'Université de la Floride du Sud (États-Unis)

QUATRIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE - RÔLE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES ET DES INSTITUTIONS DANS LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE

Salle: CR2

Président: M. Emmanuel Nnadozie, Directeur de la Division du développement économique et du NEPAD (CEA)

Présentateur: M. Louis Kasekende, Gouverneur adjoint de la Banque d'Ouganda

Présentateur: M. O. Ajakaiye, Ancien Directeur de recherche, Consortium pour la recherche économique en Afrique, Nairobi (Kenya)

Animateur: M. Léonce Ndikumana, Professeur d'économie à l'Université du Massachusetts (États-Unis)

Animateur: M. Abdoulie Sireh-Jallow, Économiste en chef, Banque islamique de développement

16 heures-16 h 15 Pause

SÉANCES PARALLÈLES

16 h 15-18 h 15 Séance 1.4.1 RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Salle: CR3

Président: M. Isiyaka Sabo, Conseiller économique au PNUD (Burkina Faso)

1. Document 1 - Déterminants de la pauvreté monétaire en Afrique rurale: Une étude comparative du Kenya et du Nigéria - M. Steven Onyeiwu et Mme Jialu Liu, Department of Economics, Allegheny College (États-Unis)

Intervenant: M. Guy Blaise Nkamleu, Administrateur principal chargé de la post-évaluation à la Banque africaine de développement

2. Document 2 - Évaluer les indicateurs de renforcement des capacités et de bonne gouvernance en Afrique subsaharienne: Impact sur la réduction de la pauvreté - Theodore Davis Jr., Département de sciences politiques, Université de Delaware (États-Unis)

Intervenant: M. Bartholomew Armah, Chef de la Section des OMD et des PMA, Division du développement économique et du NEPAD (CEA)

3. Document 3 - Les stratégies de subsistance en milieu rural en Afrique du Sud: Implications pour la réduction de la pauvreté - Zerihun Alemu, Banque de développement de l'Afrique australe, Johannesburg.

Intervenant: M. Adrian Gauci, Économiste à la CEA

Séance 1.4.2 PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET BIEN-ÊTRE DES MÉNAGES

Salle: CR4

Président: M. Stephen Karingi, Directeur de la Division de l'intégration régionale, des infrastructures et du commerce (CEA)

1. Document 1 - Suivi de la résistance des ménages aux chocs: études de cas du Kenya et des Philippines - MM. Shantanu Mukherjee et Shinavi Nayyar, Bureau des politiques de développement, PNUD/Consultant en économie

Intervenant: M. Daniel Zerfu Gurara, Économiste principal chargé de la recherche à la Banque africaine de développement

2. Document 2 - Bien-être subjectif, groupes de référence et position relative dans l'après-apartheid en Afrique du Sud- Mme Marisa Coetzee, Université de Stellenbosch (Afrique du Sud)

Intervenante: Mme Ginette P. M. Camara, Conseillère économique au PNUD (Tchad)

3. Document 3 - Flambée des prix alimentaires en 2008/09 et 2010/11: Impact au niveau national et réponses politiques - MM. Pedro Conceição, Sebastian Levine et Mme Zuzana Brixiova, PNUD, Bureau régional du PNUD pour l'Afrique, New York / PNUD (Swaziland)

Intervenant: Mme Barbara Barungi, Économiste en chef à la Banque africaine de développement

Séance 1.4.3 CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET MARCHÉS FINANCIERS

Salle: CR5

Président: M. Victor Murinde, Directeur de l'Institut africain de développement, Banque africaine de développement

1. Document 1 - La récente croissance en Afrique: qu'est ce qui a changé, qu'est qui est important? - M. Abdoul Mijiyawa, Centre africain pour la transformation économique, Accra (Ghana)

Intervenant: M. Samuel Mwakubo, Directeur de recherche au Consortium pour la recherche économique en Afrique, Nairobi (Kenya)

2. Document 2 - Déterminants économétrique de la liquidité du marché obligataire: Étude de cas de l'Afrique du Sud - MM. Sylvanus Ihenyeni Ikhide et Forget Mingiri Kapingura, Département de sciences économiques, Université de Fort Hare, Londres (Afrique du Sud).

Intervenant: M. Elvis Mtonga, Économiste, MAS, Division du développement économique et du NEPAD (CEA)

3. Document 3 - IDE et développement du marché financier en Afrique - MM. Issouf Soumaré, Isaac Otchere et Pierre Yourougou, Sprott School of Business, Carleton University, Ottawa/Laval University (Canada)

Intervenante: Mme Omneia Helmy, Directrice adjointe de la recherche, ECES (Égypte)

19 h 30

Dîner

Mme Thokozile Ruzvidzo, Directrice du Centre africain pour le genre et le développement social (CEA)

Orateur: M. Achille Mbembe, ancien Secrétaire exécutif du CODESRIA et Professeur de sciences politiques à l'Université de Witwatersrand, Johannesburg (Afrique du Sud)

QUATRIÈME JOUR: Vendredi 28 octobre 2011

9 heures-10 h 15

CINQUIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE - SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE

Salle: CR2

Présidente: Mme Bernadette Dia Kamgnia, Professeur d'économie à l'Université de Yaoundé II (Cameroun)

Présentateur: M. Abebe Aemro Selassie, Sous-Directeur au Fonds monétaire international

Présentateur: M. Bola O. Akanji, Professeur chargé de recherches, NISER, Ibadan (Nigeria) Chercheur invité à l'Université de Rhode Island (États-Unis)

Présentateur: M. Kevin Thomas, Maître de conférence en études afro-américaines et de la diaspora, Pennsylvania State University (États-Unis)

Présentateur: M. William A. Masters, Professeur de politique alimentaire et nutritionnelle, Friedman School of Nutrition Science and Policy, Tufts University (États-Unis)

10 h 15-10:30

Pause

10 h 30-12 heures

SÉANCES PARALLÈLES

Séance 1.5.1 QUESTIONS COMMERCIALES

Salle: CR3

Président: M. Joseph Atta-Mensah, Directeur du Bureau de la planification stratégique et de la gestion des programmes (CEA)

1. Document 1 - L'impact de prix élevés et instables des matières premières sur les finances publiques des pays en développement - Mme Hélène Ehrhart et M. Samuel Guérou, Banque de France/CERDI, Université d'Auvergne

Intervenant: M. Abdul Camara, Représentant résident, Bureau de la Banque africaine de développement au Soudan

2. Document 2 - Impact des mécanismes de facilitation du commerce sur la compétitivité des exportations en Afrique - MM. Malcolm D. Spence et Stephen Karingi, CEA, Addis-Abeba

Intervenant: M. Afeikhena Jerome, Coordonnateur du Mécanisme étatique d'évaluation par les pairs, Forum des gouverneurs, Abuja

3. Document 3 - Impact des théories de Hecksher-Ohlin et des rendements d'échelle croissants sur les flux commerciaux bilatéraux en Afrique subsaharienne - Mme Julie Lohi, Département de sciences économiques, Université de Virginie (États-Unis)

Intervenant: M. Alan Kyerematen, Coordinateur au Centre africain pour la politique commerciale (CEA)

Séance 1.5.2 INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS

Salle: CR4

Président: M. Ndubisi Nwokoma, Chef de la Section Finance, industrie et investissement, Division du développement économique et du NEPAD (CEA)

1. Document 1 - Revisiter les déterminants de l'investissement direct étranger en Afrique: Le rôle des institutions et des réformes - MM. Gamal Ibrahim, Adam El-Hiraika et Abbi Kedir, CEA (Addis-Abeba) / Université de Leicester (Royaume-Uni)

Intervenant: M. Babatounde Adeoye, Conférencier au Département d'économie de l'Université de Lagos (Nigéria)

2. Document 2 - Environnement des affaires et investissement étranger direct en Afrique - Emmanuel Nnadozie et Angelica Njuguna, CEA, Addis-Abeba

Intervenant: M. Haile K. Taye, Directeur du BIDPA (Botswana)

3. Document 3 - Investissements directs chinois et exportations des États subsahariens - MM. Sampawende Jules-Armand Tapsoba et Dzifa Kpetigo, Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine (CECMC) / Fonds monétaire international

Intervenant: M. Luc-Joël Grégoire, Conseiller économique au PNUD (Mali)

Séance 1.5.3 QUESTIONS SUR LA TRANSITION ET LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE

Salle: CR5

Président: M. Shimeles Abebe, Directeur de la Division des partenariats de recherche et réseaux à la Banque africaine de développement

1. Document 1 - Transition vers et en dehors du secteur formel: Un coup d'œil sur les déterminants de l'informalité dans les entreprises nouvellement créées - Ousman Gajigo et Mary Hallward-Driemeier, Banque Africaine de Développement / Banque mondiale

Intervenant: M. Samson Kwalingana, Économiste, FIIS, Division du développement économique et du NEPAD (CEA)

2. Document 2 - Transformation structurelle en Afrique subsaharienne: la Stratégie des pôles régionaux de croissance - M. Eric Ogunleye, Bureau du Conseiller économique principal du **Président**, Abuja (Nigéria)

Intervenant: M. Daniel B. Twerefou, Département économique, Université du Ghana, Legon

3. Document 3 - Capital humain résistant: Une condition préalable à la transformation structurelle - M. Adrian Gaucci et Mme Chrystelle Tsafack Temah (CEA)

Intervenant: M. Damiano Manda, Directeur de recherche au Consortium pour la recherche économique en Afrique, Nairobi (Kenya)

12 heures-13 h 30

SIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE (TABLE RONDE) - CROISSANCE VERTE ET FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE: LES OPTIONS DE POLITIQUES POUR L'AFRIQUE

Salle: CR2

Présidente: Mme Yvonne Ndege, Chef du Bureau Afrique de l'Ouest, Al Jazeera International

Animateur: M. Mthuli Ncube, Économiste en chef et Vice-**Président** à la Banque africaine de développement

Animateur: M. Kurt Lonsways, Directeur, Changement climatique et énergie, Banque africaine de développement

Animateur: M. David B. Brooks, Directeur des recherches sur l'eau, Projet POLIS sur la gouvernance écologique (Canada)

Animateur: M. Paul Malherbe, **Président**-Directeur général d'AMSCO Afrique

Animatrice: Mme Sylviane J. Guillaumont, Professeur d'économie, Université d'Auvergne (France)

Animateur: M. Bassary Touré, Vice-**Président** de la Banque ouest-africaine de développement, Lomé (Togo)

Animateur: M. Miheret Debebe, **Président**-Directeur général de la Compagnie éthiopienne d'électricité

13 h 30-15 heures Déjeuner / Événement parallèle - Salle CR3

Animateur/Président: M. Mthuli Ncube, Économiste en chef et Vice-**Président** à la Banque africaine de développement

Panéliste: Rapport sur le développement en Afrique: M. Désiré Vencatachellum, Directeur du Département de la recherche sur le développement de la Banque africaine de développement

Panéliste: Mobilisation des ressources intérieures: M. Gabriel Negatu, Directeur pour l'Afrique de l'Est à la Banque africaine de développement

Panéliste: Pour que la finance marche en Afrique: M. Issa Faye, Économiste principal au Département de la recherche sur le développement de la Banque africaine de développement

Panéliste: Diagnostic de croissance: M. Shimeles Abebe, Cadre à la Division de la recherche et des partenariats de la Banque africaine de développement

15 heures-15h 30 SÉANCE DE CLÔTURE

Salle: CR2

Présidente: Mme Jennifer Kargbo, Secrétaire exécutive adjointe de la CEA

Orateur: M. Pedro Conceição, Économiste en chef au Bureau régional du PNUD pour l'Afrique

Orateur: M. Mthuli Ncube, Économiste en chef et Vice-**Président** à la Banque africaine de développement

Orateur: M. Emmanuel Nnadozie, Directeur de la Division du développement économique et du NEPAD (CEA)

Résumés

Deuxième jour. 26 octobre 2011

Séance I.1.1 TRANSFORMATION STRUCTURELLE ET POLITIQUES INDUSTRIELLES

1. Consommation d'énergie et développement durable: leçons tirées du secteur industriel au Nigéria

Fidelis O. Ogwumike et Omo Aregbeyen, Département d'économie, Université d'Ibadan, Nigéria

La croissance substantielle de la consommation d'énergie industrielle mondiale combinée à l'augmentation des problèmes environnementaux ont suscité des réponses visant à réduire l'utilisation des ressources énergétiques ou à améliorer leur efficacité notamment dans les industries. Alors que la consommation d'énergie est en augmentation dans de nombreux pays en développement, la question de l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les industries a reçu peu d'attention. D'où une question essentielle, à savoir, pourquoi malgré l'importance de l'efficacité énergétique, celle-ci n'a-t-elle pas été prise en compte dans les pays en développement? Ce document donne un aperçu de cette question en se référant au secteur industriel au Nigéria.

Les données ont été obtenues à partir d'un échantillon d'entreprises manufacturières du Nigéria situées dans l'État de Lagos (la capitale commerciale du pays) réparties en quatre groupements sectoriels, à savoir l'alimentation, le textile, le fer et l'acier et autres. Dans chaque groupe sectoriel, les entreprises de l'échantillon ont été catégorisées entre petites, moyennes et grandes entreprises. Les entreprises de l'échantillon ont été invitées à donner des informations sur la consommation d'énergie, l'efficacité énergétique et surtout sur les fonds investis dans l'efficacité et la gestion énergétique. Des visites guidées ont été entreprises à l'emplacement de chaque entreprise, des entrevues en profondeur ont été menées et des installations inspectées. Des conclusions ont été tirées à partir d'observations et les récits enregistrés au cours des entretiens.

Les résultats pertinents de l'étude sont les suivants: (i) le niveau général de l'information au Nigéria sur l'efficacité énergétique apparaît faible, (ii) peu d'entreprises ont des connaissances suffisantes sur l'exécution des projets d'efficacité énergétique, (iii) la plupart des entreprises n'ont jamais réalisé d'audit afin de déterminer les domaines où l'efficacité peut être améliorée, (iv) la plupart des entreprises ont besoin d'une politique active sur l'identification et la réparation des fuites telles que l'air, la chaleur et la vapeur, grâce à une combinaison d'audit énergétique interne et externe, (v) le prix relativement faible de carburant au Nigéria, conjuguée avec les coûts d'investissement élevés des machines s'est traduit par une longue période de récupération des investissements effectués dans l'efficacité énergétique, (vi) malgré le problème majeur d'approvisionnement énergétique auquel font face les entreprises, un certain nombre d'entre elles n'ont pas d'informations claires sur les options d'efficacité énergétique et (vii) le financement des investissements dans l'efficacité énergétique n'est pas facilement disponible soit à partir des bénéfices non répartis ou à partir des prêts bancaires principalement en raison de la crise financière. Le défi politique à relever est le paradoxe suivant : les entreprises payent une amende pour avoir pollué l'environnement avec des groupes électrogènes, mais ne sont pas récompensés pour leur écologisme au moyen de machines/ processus à haut rendement énergétique. Le papier recommande donc de promouvoir des incitations ou des subventions sur les investissements en efficacité énergétique.

2. L'investissement vert permet-il d'accroître la productivité?

Salifou Issoufou et Nama Ouattara, FMI/Université de Paris –Sud 11 (France)

L'application de la méthode d'estimation dynamique des moments généralisés d'Arellano et Bond à un groupe de 46 pays africains au cours de la période allant de 1985 à 2007, nous conduit à constater que les investissements verts réduisent la croissance de la productivité globale. En effet, en moyenne, une augmentation de 1% de notre mesure des investissements verts est associée à une baisse 0,23 point de pourcentage de la croissance de la productivité. À notre connaissance, cette étude est la première à présenter les résultats relatifs à l'impact des investissements verts sur la productivité en utilisant des données agrégées.

3 Contraintes de crédit et entrepreneuriat en Afrique: impact des politiques –

Mina Balamoune Lutz, Zuzana Brixiova et Léonce Ndikumana, Université de la Floride du Nord/PNUD/ Université de Massachusetts (États-Unis)

L'accès limité au crédit des entrepreneurs entrave la création de nouvelles entreprises privées ainsi que la croissance de celles qui existent dans les pays en développement. En Afrique, l'accès des PME au crédit est particulièrement limité en raison de l'absence de droits de propriété clairement définis et du manque d'actifs qui peuvent être utilisés comme garantie.

Ce document présente un modèle où la création et la croissance des entreprises repose sur la capacité technologique de celles-ci et leurs disponibilités en fonds propres. La pénurie de garanties limite l'accès des PME au crédit et le développement du secteur privé, même en présence d'abondantes liquidités bancaires, comme cela est le cas dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Les tests empiriques du modèle montrent que les politiques visant à alléger les contraintes de crédit (par exemple, la disponibilité de l'information sur le crédit et l'importance des droits juridiques relatifs aux garanties et à la faillite) devraient stimuler l'entrepreneuriat productif en Afrique.

Séance 1.1.2 DÉVELOPPEMENT HUMAIN

1. L'impact de l'éducation des mères sur la santé et la nutrition infantiles dans les pays en développement: leçons tirées d'une expérience naturelle au Burkina Faso

Eugenie Maiga, Economiste, Centre Africain pour la Transformation Économique

La santé et la nutrition ont à la fois une valeur intrinsèque et un rendement économique. C'est pourquoi de nombreux pays ont pris des mesures pour promouvoir la santé et la nutrition infantiles, qui ont donné des résultats inégaux. Plus précisément, ils ont mis en œuvre des programmes de santé et des projets (campagnes de vaccination, construction d'hôpitaux, construction d'installations d'assainissement, etc.) dont les résultats sont mitigés. Ceux-ci se traduisent par les taux élevés de malnutrition dans de nombreux pays en développement. De Onis et al. (2000) estiment que le taux de retard de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge) chez les enfants d'âge préscolaire était de 33% en 2000 dans les pays en développement. Ce taux masque des disparités régionales. Les auteurs ont estimé que le taux de retard de croissance en Afrique, en Asie et en Amérique latine et aux Caraïbes

a été respectivement de 35%, 34% et 13%. Il est à noter que les taux compris entre 30 et 39% sont considérés élevés.

Le présent document met l'accent sur la santé infantile dans les pays pauvres. Il y a un lien étroit entre la santé infantile et la nutrition des enfants: les enfants malnutris sont plus susceptibles de développer des maladies qui peuvent avoir des effets durables tout au long de leur vie. Malheureusement, beaucoup d'enfants dans les pays en développement sont mal nourris. La malnutrition est définie comme un apport insuffisant en calories et en nutriments, ce qui peut entraîner des maladies pouvant causer la mort dans les cas extrêmes (Chen et al. Coll., 1980). Trois indicateurs anthropométriques de l'état nutritionnel couramment utilisés sont le poids par rapport à la taille (émaciation), la taille par rapport à l'âge (retard de croissance) et le rapport poids/âge (insuffisance pondérale). Au Burkina Faso, (qui fait l'objet de cette recherche), le taux de retard de croissance était de 39% en 2003 (Institut National de la Statistique et de la Démographie, 2004).

2. Document 2 - Développement du capital humain en Afrique: agents, mécanismes et impact sur la croissance et la transformation structurelle

Harry Sackey, Département d'économie, Université de Vancouver, (Canada)

Cet article étudie les facteurs de développement du capital humain en Afrique à l'aide de données empiriques sur les ménages et les entreprises et fournit des implications sur la croissance et la transformation structurelle. On constate que même si l'Afrique subsaharienne est en retard sur toutes les autres régions en matière d'accès à l'éducation, il y a eu une tendance à la hausse des effectifs. Au niveau des ménages, les facteurs clés de réussite scolaire sont le revenu des ménages, l'éducation parentale, l'infrastructure scolaire et la qualité et les caractéristiques individuelles comme l'âge et l'état de santé. Au niveau des entreprises, les déterminants de la formation pour les travailleurs comprennent la taille de l'organisation et l'âge, la disponibilité du crédit, et le statut personnel éducatif. On constate que le capital humain est positivement corrélé à la croissance en même temps qu'il contribue à faciliter le passage de la dépendance à l'emploi du secteur agricole à l'emploi du secteur non agricole. Les externalités positives associées au capital requièrent la mise en œuvre de stratégies gouvernementales durables en matière de développement d'éducation et de formation.

3. Dépenses publiques d'éducation et pauvreté au Burkina Faso : une approche du modèle informatisé d'équilibre général

Lacina Balma, W. Francine Alida Ilboudo, Adama Ouattara, Romeo Kabore, Kassoum Zerbo et T. Samuel Kabore, IFPRI.

Un modèle informatisé d'équilibre général multisectoriel est construit afin d'évaluer les répercussions directes et indirectes des politiques publiques en matière d'éducation sur le bien-être, la pauvreté et la distribution des revenus au Burkina Faso. Il spécifie une dotation en main d'oeuvre qualifiée et non qualifiée flexible pour chaque ménage. Le système d'éducation est scindé en deux parties: l'éducation de base et l'éducation supérieure. Le volume d'éducation supérieure est supposé exogène alors que l'éducation de base est demandée par les ménages à des fins d'investissement et permet de « transformer » les travailleurs non qualifiés en travailleurs qualifiés. Les simulations indiquent qu'une augmentation uniforme de 40% des subventions publiques en éducation de base, financée par une augmentation de l'impôt sur le revenu des ménages et de la taxe de vente, se traduirait non seulement par une augmentation du bien-être mais aussi par une baisse de l'incidence de la pauvreté pour tous les ménages.

Séance I.1.3 QUESTIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

1. Variabilité climatique et vulnérabilité des moyens de subsistance dans les zones rurales de l'État de Lagos

Ganiyu Akolade, Department of Agricultural Extension and Management, Lagos State Polytechnic, Lagos

Au fil des années, l'agriculture est restée une importante stratégie de subsistance pour les populations rurales de l'État de Lagos au Nigéria. Alors qu'une grande majorité de ces populations sont principalement des agriculteurs, beaucoup d'autres pratiquent l'agriculture comme une activité supplémentaire. Cette étude examine donc l'effet de la variabilité climatique sur l'agriculture de subsistance dans l'État de Lagos. En utilisant des données sur le climat, des statistiques socioéconomiques et de subsistance des ménages ruraux, elle développe un indice d'adéquation des précipitations, qui intègre la variabilité spatiale et temporelle des précipitations. Les résultats indiquent que la variabilité des précipitations constitue la donnée climatique qui influence le plus sur la vie agricole. L'humidité est associée à une influence négative considérable sur l'agriculture de subsistance alors que la température a peu d'effet significatif. Étant donné qu'environ 36% des ménages dans l'État de Lagos sont en milieu rural, ces résultats ont des implications considérables pour les revenus ruraux, la qualité de vie et le taux de croissance de l'urbanisation dans la métropole de Lagos. Il est donc impératif d'envisager des mesures d'adaptation telles que la reforestation, la diversification des cultures et des ressources en eau comme des stratégies cruciales pour la préservation des moyens de subsistance des populations rurales de l'État de Lagos (Nigéria).

2. Dans quelle mesure les pays africains sont-ils vulnérables au changement climatique? Leçons d'un nouvel indice de vulnérabilité physique aux changements climatiques -

Patrick Guillaumont et Catherine Simonet, CERDI / Université d'Auvergne (France)

Ce papier examine la vulnérabilité des pays africains au changement climatique, en s'appuyant sur un indice de vulnérabilité structurelle ou physique aux changements climatiques au niveau des pays, ci-dessous décrit par le sigle : IVPCC, récemment mis en place par les auteurs et posté sur le site de la FERDI.

La conception de cet indice s'appuie à la fois sur la littérature environnementale et sur certains principes appliqués au sein des Nations Unies pour mesurer la vulnérabilité structurelle économique grâce à l'indice de vulnérabilité économique (EVI) pour l'identification des pays les moins avancés (PMA). En tant qu'indice environnemental, l'IVPCC repose sur des éléments qui reflètent les conséquences physiques du changement climatique sur le bien-être et l'activité des populations, plutôt que sur une évaluation de ses conséquences économiques. En outre, cet indice de vulnérabilité au changement climatique se réfère uniquement à la vulnérabilité, indépendamment de la volonté actuelle du pays concerné, en d'autres termes, à une vulnérabilité «structurelle» ou «physique» qui met de côté la résistance, généralement intégrée dans les évaluations de la vulnérabilité, mais qui reste largement fonction des facteurs politiques. Les composantes de l'indice intègrent à la fois les risques liés au changement climatique relatifs à une augmentation des chocs récurrents (tels que les sécheresses) et les risques de chocs progressifs et irréversibles (comme les inondations dues à une élévation du niveau de la mer). En outre, elles se réfèrent soit à la taille probable des chocs ou à l'exposition des pays à ces chocs.

L'étude atteste d'une forte hétérogénéité des pays en ce qui concerne la vulnérabilité physique aux changements climatiques, même au sein d'une même zone régionale ou continentale. En moyenne, les pays africains, qui présentent déjà une vulnérabilité économique relativement élevée (par rapport à l'indice de vulnérabilité économique des Nations Unies) sont aussi d'une grande vulnérabilité physique aux changements climatiques, mais avec des différences significatives d'un pays à l'autre, principalement en raison du risque de sécheresse. L'indice permet de caractériser la vulnérabilité au changement climatique des pays en développement, en particulier les pays africains, ce qui pose les jalons de la mise en œuvre de politiques appropriées en matière d'adaptation. Dans ce contexte où la communauté internationale a pour préoccupation croissante de mobiliser des ressources humaines et monétaires pour faire face aux problèmes d'adaptation, un tel indice peut améliorer la compréhension des défis que pose le changement climatique aux pays africains. En particulier, l'IVPCC pourrait être considéré comme l'un des critères pertinents dans l'allocation aux pays des ressources nécessaires à l'adaptation.

3. Quelques aspects socio-économiques des aménagements hydro-agricoles en réponse aux impacts des changements climatiques dans les départements du Mono-Couffo (Benin)

YABI Ibouaïma, AFOUDA Fulgence et BOKO Michel, Université d'Abomey-Calavi (UAC)

En réponse aux impacts des changements climatiques, des aménagements hydro-agricoles ont été faits dans les Départements du Mono-Couffo réputés comme étant une région à forte production agricole abritant plusieurs "greniers" du sud-Bénin. Cette recherche présente quelques aspects socio-économiques de ces aménagements qui s'inscrivent dans la perspective du développement agricole au regard des changements climatiques en cours au Bénin.

Les données climatiques utilisées concernent les hauteurs pluviométriques décennales et mensuelles extraites de la base de l'ASECNA-Cotonou. Ces données sont complétées par des informations sur les coûts des aménagements, les produits cultivés, les avantages tirés, etc. Elles ont été collectées dans le cadre d'enquêtes menées auprès des principaux acteurs concernés (producteurs, agents des services publics de promotion agricole, membres d'ONG à vocation agricole, etc.). À cet effet, on a utilisé la Méthode de accélérée de recherche participative (MARPA), les entretiens de groupes (focus group) de même que les observations directes sur le terrain. La statistique descriptive et le test de concordance de Kendall, ont été mis à contribution pour traiter les données.

Les résultats montrent une fréquence plus accrue des anomalies pluviométriques caractérisées par une installation tardive et une fin précoce de la saison pluvieuse dans le milieu d'étude. En raison du caractère argileux des sols, les déficits pluviométriques provoquent des assèchements prononcés des sols, ce qui affecte considérablement le rendement des produits agricoles et expose les populations à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté. En réponse, les structures étatiques et les communautés locales ont entrepris de construire des aménagements hydro-agricoles. Ces aménagements, dont le coût annuel varie entre 2 000 000 et 8 000 000 FCFA (en fonction de la technique utilisée), permettent de mobiliser les eaux de surface pour la culture des produits céréaliers et maraîchers sur des périmètres irrigués. Ils permettent ainsi aux communautés de lutter contre l'insécurité alimentaire, de réduire le chômage des jeunes agriculteurs sans oublier la forte implication des femmes qui sont très actives à plusieurs niveaux de production. Ces efforts méritent d'être poursuivis et soutenus pour une production agricole durable dans cette région.

Séance I.2.1 MÉNAGES ET CONCURRENCE SUR LE MARCHÉ

1. Augmentation du crédit, de la consommation et de la richesse des ménages en milieu urbain en Éthiopie

Abbi Kedir et Gamal Ibrahim, Département d'économie, Université de Leicester, (Royaume-Uni) / CEA

Ce document tente de déterminer, de façon empirique, le rôle des prêts et des envois de fonds dans l'accumulation d'actifs, la consommation et la probabilité d'auto-emploi et d'entrepreneuriat des ménages. L'étude vérifie les prédictions théoriques des modèles d'intermédiation, d'entrepreneuriat et de croissance, ainsi que les prédictions d'autres modèles théoriques. Elle utilise des données relatives à un groupe de ménages urbains (éthiopiens) qui ont été interviewés à 5 reprises au cours de la période 1994-2004. Les résultats basés sur les modèles à effets fixes révèlent que les emprunts contractés par les ménages n'ont pas d'incidence sur l'accumulation d'actifs et sur la consommation totale. On arrive à la même conclusion en désagrégant la consommation en biens durables et non durables (alimentation). Toutefois, le montant des transferts reçus par les ménages a une influence positive et significative sur l'accumulation d'actifs, et sur la consommation totale durable et non durable des ménages. Les résultats les plus intéressants viennent des estimations du modèle de probits à effets aléatoires. On constate en effet que le montant du prêt est positivement et significativement corrélé à la probabilité d'auto-emploi et d'entrepreneuriat tandis que le montant des transferts ressort négatif et significatif. Sur le plan de la politique économique, ce résultat obtenu au niveau microéconomique signifie que l'apport de crédits aux ménages est crucial pour la création d'emplois et la promotion de la croissance économique.

2. Concurrence sur les marchés de cultures d'exportation et revenus agricoles

Nicholas Depetris Chauvin et Guido Porto, Dubai School of Government / Universidad de la Plata

Ce document montre comment la structure interne des marchés d'exportation agricole et le niveau de concurrence influent sur la pauvreté et le bien-être dans les zones rurales en Afrique. On élabore, à partir de la théorie des jeux, un modèle de chaînes d'approvisionnement en cultures de rente entre de nombreux petits exploitants et quelques exportateurs. Le modèle fournit les outils nécessaires pour simuler les changements de prix, à la sortie de l'exploitation, des cultures d'exportation, compte tenu de variations hypothétiques de la structure de la chaîne d'approvisionnement. Des enquêtes auprès des ménages ont permis d'évaluer l'impact de ces modifications des chaînes de valeur sur la pauvreté, en s'appuyant sur douze études de cas. Le document montre l'impact moyen sur tous les ménages ruraux, la répartition de cet impact entre ménages pauvres et ménages non pauvres, et les impacts différenciés selon que le ménage est dirigé par un homme ou une femme. Globalement, on constate qu'une concurrence accrue entre producteurs est bonne pour les agriculteurs. Toutefois, de faibles changements du niveau de la concurrence ne risquent pas d'avoir des effets significatifs sur les moyens de subsistance des agriculteurs. On constate aussi qu'en moyenne, les ménages non pauvres dirigés par les hommes sont ceux qui bénéficient le plus de l'accroissement de la concurrence. L'introduction de contrats de production dans le modèle ne produit des changements significatifs que dans les simulations de l'une des études de cas.

3. Investissements agricoles et risques liés à la sous-traitance et aux politiques: le cas du commerce de fleurs entre le Kenya et l'UE

William Amponsah, Université de la Géorgie du Sud (États-Unis)

Les politiques agricoles récemment adoptées par le Kenya ont créé un environnement favorable et incité les entrepreneurs européens à investir dans l'industrie croissante des fleurs coupées. L'objectif principal de cette étude est de déterminer si le conflit électoral de décembre 2007 a eu un impact sur la perception que les importateurs européens avaient du Kenya par rapport à d'autres pays exportateurs de roses et entraîné un changement fondamental de la façon dont ils réagissent à des facteurs tels que la demande et les prix à l'importation. Les estimations de la demande d'importation de roses sont obtenues en utilisant le modèle de Rotterdam. Les élasticités de la demande ont été utilisées pour évaluer les impacts potentiels du conflit kényan sur les paramètres de la demande à l'importation et la réactivité des importations en provenance du Kenya et d'autres grands exportateurs de roses vers l'UE.

Les projections de la demande à l'importation ont montré que le conflit a eu des répercussions immédiates sur la demande européenne de roses. Alors que les importations européennes en provenance du Kenya ont augmenté de manière significative de 3,2% par an (autres facteurs demeurant constants) avant le conflit, elles ont significativement diminué de 2,1% après le conflit. Les estimations de l'élasticité-prix croisée montrent qu'il y a eu substitution significative des roses kényanes au profit des importations d'autres concurrents de l'Equateur et l'Afrique orientale. Toutefois, les estimations de l'ajustement structurel suggèrent que les roses kényanes sont devenues beaucoup plus sensibles aux variations des dépenses de l'UE après le conflit.

Séance I.2.2 ÉNERGIES RENOUVELLABLES ET QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

1. Déterminants de l'adoption de la technologie exploitant les énergies renouvelables dans les pays en développement -

Birte Pohl, Michael Jakob et Steffen Schlomer, German Institute of Global and Area Studies

En dépit de l'importance des technologies sans incidences sur le climat, il n'existe pas, à ce jour, une analyse des déterminants, à savoir les facteurs et les obstacles à l'adoption de ces technologies dans les pays en développement. Dans ce document, on aborde le sujet en utilisant des données de panel sur la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables comme variable supplétive de Proxy à l'adoption des technologies d'exploitation des sources d'énergie renouvelable dans les pays en développement sur la période 1980-2009. Dans un premier temps, on utilise la production d'électricité globale à partir de sources d'énergie renouvelables - y compris l'hydroélectricité et autres - comme variables dépendantes. Les résultats suggèrent que le capital humain est un facteur important de l'adoption des technologies d'exploitation des sources d'énergie renouvelables dans les pays en développement. Par ailleurs, une plus grande vulnérabilité de l'environnement d'un pays aux chocs futurs semble réduire les investissements dans ces technologies. Les résultats suggèrent également que l'adoption de ces technologies augmente depuis que le Protocole de Kyoto a été adopté à la fin de l'année 1997. Ces déterminants peuvent être particulièrement pertinents dans le cas de l'hydroélectricité qui reste la principale source de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables. Dans une deuxième étape, l'étude se concentre sur la production d'électricité à partir d'autres sources que l'hydraulique (comme la géothermie, le solaire, la biomasse et l'éolien). Les résultats montrent une association positive avec le niveau de développement économique et l'adoption du Protocole de Kyoto. Ils

indiquent également que les tarifs de rachat soutiennent les investissements dans les énergies autres que l'hydraulique.

2. Capital social et volonté de payer pour les biens environnementaux dans les pays africains

M. Urbain Thierry Yogo, Université de Yaoundé-II (Cameroun)

Il y a plusieurs études sur la volonté de payer pour les biens environnementaux. Pour la plupart, elles mettent en évidence la relation en forme de U inversé entre la volonté de payer pour les biens environnementaux et le PIB par habitant. En d'autres termes, les pays à faible revenu, en particulier les pays africains, présentent une faible volonté de payer. Cependant, ces études ont négligé l'influence du capital social. En fait le capital social peut positivement influencer sur cette volonté de payer par deux canaux principaux, à savoir l'effet d'information et l'effet des pairs. Ainsi, même dans les pays à faible revenu, la volonté de payer pour les biens environnementaux peut être très élevée. Par conséquent, l'objectif principal de ce document est de montrer qu'il existe une corrélation positive entre le capital social individuel et la volonté de payer pour les biens environnementaux. Afin d'atteindre cet objectif, on utilise les cinq vagues du World Value Survey (1981-2007). On profite également de la structure d'échelle de cette volonté de payer en utilisant des estimations logit ordonnées. Les résultats obtenus confirment l'intuition concernant l'effet positif du capital social sur la volonté de payer pour les biens environnementaux. Les gouvernements devraient donc promouvoir des associations de la société civile qui peuvent transmettre des informations fiables et utiles sur les questions environnementales et stimuler les effets des pairs parmi les membres.

Troisième Jour - 27 octobre 2011

Séance 1.3.1 AGRICULTURE DURABLE ET UTILISATION DES TERRES

1. Exportations de produits primaires et dégradation environnementale: quelles conséquences sur la santé des populations?

Alassane Drabo, Université d'Auvergne (France)

Dans la littérature économique, les mécanismes par lesquels le commerce international est associé à la pollution sont largement étudiés théoriquement et empiriquement. Cependant, le rôle joué par chaque composante du commerce n'a pas encore reçu suffisamment d'attention. Ce document tente de combler cette lacune en examinant les conséquences de l'exportation de produits agricoles primaires sur la santé des populations, par la dégradation environnementale. Sur la base de données de panel sur la période 1991-2009 et s'appuyant sur des techniques de variables instrumentales, les résultats montrent que l'exportation de produits agricoles primaires augmente la dégradation de l'environnement et cette pollution par les échanges, nuit à la santé des populations. Ces résultats sont robustes pour différents stades d'exportation des produits agricoles primaires et pour l'échantillon africain.

2. - Combinaison des méthodes qualitatives et quantitatives dans l'évaluation de l'impact des projets agro-pastoraux sur la productivité des organisations paysannes: le cas du Cameroun

Pierre Nguetse Tegoum, Ministère de l'économie et de la planification du Cameroun, Tebila Nakelse et Issaka Ouedraogo, Ministères de l'agriculture et des ressources halieutiques et en eau du Burkina Faso

Entre 2001 et 2007, le taux de pauvreté au Cameroun s'est stabilisé autour de 40%. En réalité, la pauvreté a diminué dans les zones urbaines alors qu'elle a augmenté d'environ 3 points dans les zones rurales. Ce, malgré les nombreux projets agro-pastoraux qui ont été mis en œuvre par le Gouvernement entre 2002 et 2008 en faveur des populations rurales. Le but de cette étude est d'évaluer l'impact de ces actions sur la productivité des organisations paysannes.

La méthodologie est basée sur une approche d'évaluation intégrée combinant des aspects qualitatifs et quantitatifs. L'analyse qualitative utilise l'échelle de Likert. L'approche quantitative est basée sur le modèle de causalité de Rubin et utilise des techniques d'appariement par scores de propension. Les principales données utilisées sont issues de l'enquête sur l'évaluation de l'impact des projets (IEAP), menée par le Ministère de l'économie et du plan en 2009.

Les résultats obtenus avec les deux méthodes (qualitative et quantitative) sont cohérents et indiquent que les projets mis en œuvre par le Gouvernement du Cameroun et les donateurs entre 2002 et 2008 ont eu un impact positif sur la productivité des organisations paysannes. L'analyse de la satisfaction, tout en indiquant une appréciation globale des projets par les dirigeants et les membres des organisations paysannes, montre que le niveau de satisfaction semble être négativement corrélé avec le niveau régional de pauvreté. Les techniques d'appariement ont révélé que les organisations paysannes qui ont bénéficié de l'aide gouvernementale ont connu une hausse de 4% de leur productivité. Plus spécifiquement, l'étude révèle que l'impact des programmes gouvernementaux est plus important dans le secteur de l'élevage (16%) que dans le secteur agricole, où il est resté nul. Par ailleurs, les organismes non bénéficiaires du secteur de l'élevage auraient expérimenté une augmentation de leur productivité d'environ 10% si elles avaient bénéficié de l'aide gouvernementale.

L'étude encourage donc les populations rurales à constituer des d'organisations afin d'être plus efficaces. La gestion des projets agro-pastoraux devrait aussi être plus transparente afin d'accroître leur impact sur la productivité des organisations paysannes et sur la réduction de la pauvreté.

3. Extensification et intensification: Revoir le rôle des terres dans la croissance agricole en Afrique

Guy Blaise Nkamleu, Banque africaine de développement, Tunis

Le consensus dans les cercles internationaux de développement économique est que la croissance agricole en Afrique est la pierre angulaire de la réalisation de l'OMD d'un taux de croissance annuel supérieur à 7% par an, nécessaire pour atteindre la convergence économique avec d'autres pays en développement et maintenir une qualité de vie similaire. Le secteur agricole peut améliorer le niveau de production soit en utilisant plus d'intrants - principalement des terres (extensification) et / ou par l'amélioration de la technologie utilisée. Tous ces éléments mis ensemble et exploités, vont déterminer le niveau de croissance agricole et économique en Afrique. Les agriculteurs africains ont traditionnellement poursuivi la culture itinérante en réponse à la croissance démographique et à l'appauvrissement des sols. La croissance et la migration des populations rurales causées par l'expansion urbaine et la prolifération des parcs et aires protégés, ont longtemps encouragé la culture de nouvelles terres agricoles

par l'extension dans les forêts, les marécages, les collines, et les pâturages. Cependant, dans presque toute l'Afrique, la voie à l'extensification est rapidement devenue insoutenable ou impraticable au fur et à mesure que la terre s'est raréfiée et ce, en présence d'une forte croissance démographique.

Le présent document fait une relecture du paradigme de l'extensification et de l'intensification dans le contexte de l'agriculture dans les pays africains, et explore la possibilité d'utiliser des terres et des progrès technologiques pour suivre la croissance démographique. En utilisant des données de panel macro téléchargées à partir de FAOSTAT, l'étude vise à déterminer si la structure de production du secteur agricole a changé au cours des dernières décennies. En particulier, l'étude met en lumière l'état de l'utilisation des terres dans le secteur agricole ; elle met également en lumière les estimations du niveau de croissance de la production associée à la croissance des ressources terrestres et à d'autres aspects du capital physique, ainsi que les estimations de la croissance agricole due à la productivité totale des facteurs.

Les résultats suggèrent que la contribution des facteurs de production à la croissance agricole a été globalement supérieure à celle de la productivité totale des facteurs. En ce qui concerne les ressources terrestres, nous avons constaté que l'expansion des terres agricoles gagne du terrain et que le système se rapproche de sa limite. Le secteur agricole africain suit toujours une voie de production extensive et insoutenable. Bien qu'en baisse, la contribution de l'augmentation des terres sur la croissance de la production reste encore assez élevée. L'étude met également en exergue la manière par laquelle l'utilisation des terres et les éléments contribuant à la croissance agricole ont varié au fil du temps. La conclusion dégage les implications d'une politique de ciblage dans le contexte de la crise alimentaire et de la nécessité d'une agriculture plus écologique.

Séance 1.3.2 DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RÉALISATION DES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT

1 Indicateur flou de la gestion durable des terres et ses corrélats dans l'État d'Osun (Nigéria)

Abayomi Oyekale, Département de l'économie agricole, Université d'Ibadan, (Nigéria)

La gestion durable des terres est l'un des principaux sujets de préoccupation des décideurs politiques nigériens. Cette étude utilise la méthode des ensembles flous pour calculer l'indicateur composite de l'utilisation non viable des terres (IULU) à partir d'un échantillon de 31 parcelles ; elle utilise également le cadre d'évaluation de la gestion durable des terres (CEGDT). Les résultats montrent que la moyenne de l'IULU est de 0,43 avec 41,48 pour cent des fermes ayant des valeurs plus élevées. Les tendances de la couverture végétale, la vigueur de la croissance des cultures, les rendements des cultures, le contenu en matières organiques et le type de graines cultivées ont fortement contribué à l'IULU. En outre, les paramètres estimés à l'aide de régressions Tobit ont montré que l'éducation (-0,0230), la taille du ménage (-0,0120), l'accès au crédit (-0,7808), l'accès à l'extension (-0,1163), le revenu agricole par habitant (-4.04e-08), l'expérience agricole (0,0060), le problème de l'érosion (0,1218) et le problème de la terre inadéquate (0,2673) ont une influence significative sur l'IULU ($p < 0,10$). L'étude note que les efforts visant à promouvoir les technologies de conservation des sols par les services de vulgarisation et à assurer la disponibilité des crédits, entre autres, vont favorablement contribuer à la lutte contre la dégradation des sols.

2. Quel est l'impact des chocs climatiques sur la sécurité alimentaire dans les pays en développement?

Badolo Felix et Kinda Somlanare Romuald, Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI), Université d'Auvergne (France)

Ce document analyse les effets des chocs climatiques sur la sécurité alimentaire sur la période 1960-2008 dans 77 pays en développement. Nous appliquons des méthodes modernes économétriques, utilisons des données de panel ainsi que deux indicateurs de sécurité alimentaire qui sont la malnutrition et la production alimentaire. Les résultats sont les suivants: premièrement, nous montrons que la volatilité des pluies est un facteur d'insécurité alimentaire dans les pays en développement. En effet l'instabilité des pluies réduit la production alimentaire et augmente le pourcentage des populations sous-alimentées. Deuxièmement, nous constatons que les pays africains sont plus vulnérables à l'instabilité des pluies que ceux des autres régions. En réduisant la production alimentaire et en augmentant la proportion de la population sous-alimentée, l'instabilité des pluies contribue à accroître l'insécurité alimentaire dans ces pays.

3. Le rythme des pluies: effets saisonniers sur la santé des enfants en Gambie

Ousman Gajigo et Benjamin Schwab, Banque africaine de développement, Tunis / Université de Wisconsin-Madison (États-Unis)

Nous analysons les conséquences de la variation saisonnière de la consommation maternelle sur la santé des enfants au moyen de deux enquêtes auprès des ménages au niveau national gambien. Les fluctuations saisonnières de la consommation sont le résultat des difficultés à emprunter lorsque les revenus sont faibles pendant la saison des pluies et des difficultés à épargner quand les revenus augmentent après la récolte. Les fluctuations résultant de l'apport nutritionnel maternel peuvent affecter les naissances et la qualité de la lactation. Nous utilisons des effets fixes de la mère pour isoler l'effet de la période de naissance et constatons que la santé de l'enfant - mesurée par le rapport poids/âge et le rapport taille/âge - varie de façon significative avec le calendrier des naissances. Les conditions sanitaires des enfants des ménages agricoles nés pendant la saison sèche (février-juin) sont pires que celles de leurs frères et sœurs nés au cours des autres saisons.

Séance 1.4.1 RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

1. Déterminants de la pauvreté monétaire en milieu rural africain: une étude comparative du Kenya et du Nigéria

Steven Onyeiwu et Jialu Liu, Allegheny College (États-Unis)

Ce document utilise des régressions de panel et en coupes transversales, combinées à des données d'enquêtes socioéconomiques et démographiques recueillies auprès des communautés rurales du Kenya et du Nigéria, pour étudier les déterminants du revenu et de la pauvreté en milieu rural en Afrique. Les résultats des régressions sont très intrigants. La valeur et la superficie des terrains détenus sont importantes pour expliquer les différences de revenus entre les ménages ruraux. La propriété d'actifs non durables tels que le bétail influe sur le niveau des revenus, tout comme la taille des ménages. Les résultats révèlent aussi la féminisation de la pauvreté en milieu rural au Kenya et au Nigéria, ce qui implique que les femmes devraient être au cœur des efforts de réduction de la pauvreté en Afrique.

Enfin, sur la base des enquêtes de cette étude, le niveau d'inégalité est plus élevé dans les zones rurales du Kenya et du Nigéria que dans de nombreux autres pays en développement

2. Évaluer le renforcement des capacités et des indicateurs de bonne gouvernance en Afrique subsaharienne: les implications pour la réduction de la pauvreté

Théodore J. Davis, Jr, de l'Université du Delaware (États-Unis)

Le but de ce document est d'examiner deux facteurs importants qui constituent le fondement du développement économique et de la réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne: le renforcement des capacités (tel que représenté par les caractéristiques du développement humain) et la bonne gouvernance. Les données de cette étude révèlent un lien intéressant entre les caractéristiques du développement humain et la réduction de la pauvreté. D'abord, il est démontré qu'être satisfait des possibilités offertes par l'existence et des services gouvernementaux n'a aucune influence significative sur la réduction de la pauvreté en Afrique sub-saharienne. Deuxièmement, il est suggéré que le niveau d'éducation de la population est ce qui pourrait le mieux expliquer la variation des efforts nationaux de réduction de la pauvreté. Troisièmement, les migrations et les caractéristiques de la population sont des facteurs explicatifs des plus grands changements en matière de réduction de la pauvreté. Enfin, il apparaît que l'égalité des sexes est importante dans la réduction de la pauvreté dans la mesure où elle se rapporte à l'égalité dans l'éducation. La bonne gouvernance semble être un facteur plus important influençant les changements de niveaux de pauvreté, mais un facteur plus faible d'explication de la variation de la réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne. Les résultats appuient l'idée d'un cadre de développement socioéconomique intégré en plus d'un cadre institutionnel pour la réduction de la pauvreté, ainsi qu'un cadre socioéconomique mettant l'accent sur le développement du capital humain par l'éducation améliorée et le contrôle de la croissance démographique. De même, un cadre institutionnel qui augmente l'efficacité des opérations gouvernementales devrait être recherché simultanément pour réduire la pauvreté en Afrique Sub-Saharienne.

3. Les stratégies de subsistance en milieu rural en Afrique du Sud: implications pour la réduction de la pauvreté

Zerihun G. Alemu, Banque de développement d'Afrique australe

Ce document tente d'aborder certaines questions liées au débat sur le développement rural - l'identification des pauvres dans les zones rurales, le type de stratégies de subsistance qu'ils poursuivent et les contraintes qu'ils rencontrent pour adopter des stratégies de subsistance à haut rendement. L'étude est basée sur une récente enquête nationale représentative (SGH 2009) obtenue auprès des services de la statistique de l'Afrique du Sud. À partir de l'examen de la littérature disponible, le document regroupe les ménages selon leurs stratégies de subsistance distinctes, applique les tests de dominance stochastique qui permettent de classer les stratégies de subsistance par une certaine mesure du bien-être, et utilise une technique de régression logistique multinomiale pour identifier les obstacles auxquels les ménages pauvres font face pour adopter des stratégies de subsistance à haut rendement. Les ménages ont été classés en quatre catégories de moyens de subsistance, à savoir : moyens uniquement agricoles, moyens non agricoles, moyens agricoles et non agricoles, et moyens autres que la main-d'œuvre. Par la suite, les quatre stratégies de subsistance ont été subdivisées en sept stratégies de subsistance spécifiques. Le classement ordinal des stratégies de subsistance utilisant le test de dominance stochastique donne aux ménages qui comptent sur des sources non agricoles de revenus (revenus salariaux) sont relativement non pauvres par rapport aux autres ménages. Les classifications identifiées, ainsi que les caractéristiques socioéconomiques des ménages, sont ensuite utilisées pour estimer une régression

logistique multinomiale pour déterminer les facteurs qui limitent l'accès des ménages pauvres aux stratégies de subsistance à haut rendement. Les résultats indiquent que les ménages pauvres sont confrontés à une multitude de contraintes. Il s'agit, entre autres, de contraintes démographiques (sexe et âge du chef de ménage), du capital humain (main-d'œuvre disponible et niveau d'éducation), et de l'infrastructure sociale (accès aux services de base). Le document se termine par une analyse des implications politiques des résultats dans le contexte du discours politique actuel autour des questions de développement rural en Afrique du Sud.

Séance 1.4.2 BIEN-ÊTRE DES MÉNAGES ET PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

1. Suivi du comportement des ménages face aux chocs: études de cas du Kenya et des Philippines

MM. Shantanu Mukherjee et Shinavi Nayyar, Bureau des politiques de développement, PNUD

Les chocs économiques et les catastrophes naturelles, ces dernières étant souvent associées aux changements climatiques en cours, affectent de manière disproportionnée les pauvres. Les ménages pauvres font diversement face aux chocs inattendus en s'appuyant sur les ressources individuelles, communautaires, marchandes et publiques. Bien que de tels chocs puissent être de durée relative-ment courte, un vaste corpus de la littérature montre que les ménages et les individus vulnérables peuvent être obligés d'adopter des moyens qui, à long terme, peuvent avoir des conséquences néfastes pour le développement humain. De telles situations sont plus fréquentes pendant les crises mondiales, puisque beaucoup de personnes sont touchées en même temps (chocs globaux) et que certaines formes de mécanismes communautaires, publics et du marché peuvent être affaiblies. La crise économique mondiale en est un exemple, tout comme les épisodes récurrents de flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

Dans l'étude, nous avons d'abord collecté des données montrant les impacts causés sur le développement humain par des périodes de crises, notamment les catastrophes naturelles. Nous avons ensuite examiné les actions - mécanismes d'adaptation - que les ménages prennent pour minimiser le danger que les chocs font peser sur leur bien-être, en nous appuyant sur les enquêtes permanentes qui recueillent des preuves de l'impact de la crise économique mondiale. Outre leur intérêt intrinsèque, de tels mécanismes sont également d'une grande importance pour les décideurs car ils relient les grandeurs les mieux observées que sont les indicateurs macro d'une crise - comme la baisse de croissance du PIB, la montée du chômage et la chute des recettes d'exportation - aux impacts négatifs de long terme tels que la pauvreté persistante, les mauvais états de santé, les enfants souffrant d'un retard de croissance et les mauvais résultats scolaires. Alors que beaucoup de ces conséquences à long terme peuvent être irréversibles, la compréhension des mécanismes d'adaptation qui conduisent à de tels résultats peuvent aider à identifier un ensemble de caractéristiques observables qui peuvent être suivies évaluer rapidement l'impact d'une crise au niveau des ménages, et aussi aider à concevoir des interventions politiques qui pourraient prévenir les effets négatifs à long terme.

2. Bien-être subjectif, groupes de référence et position relative dans l'Afrique du Sud post-apartheid

Marisa Coetzee, Université de Stellenbosch (Afrique du Sud)

Les études antérieures sur les déterminants de bien-être subjectif s'accordent toutes sur l'importance du revenu relatif, à savoir que le bien-être subjectif des individus dépend dans une certaine mesure de la façon dont ils se situent par rapport à leur groupe de référence. En utilisant les données sud-africaines de 1993, Kingdom et Chevalier (2006 & 2007) constatent que durant l'apartheid en Afrique du Sud, les groupes de référence sont principalement divisés sur des bases raciales, c'est-à-dire que le revenu relatif d'une personne au sein de sa race est significativement corrélé avec son bien-être subjectif. Dans ce document, nous explorons l'hypothèse que ces groupes de référence ont changé depuis la fin de l'apartheid, en utilisant les données de l'enquête nationale menée en 2008 sur la dynamique des revenus. Nous constatons que le revenu relatif propre à une race n'est plus significativement corrélé avec le bien-être subjectif. Cependant, nous constatons que les individus situés en dessous et au-dessus du seuil de pauvreté considèrent désormais le revenu relatif perçu comme un déterminant important de leur bien-être subjectif. Alors que la société a été fortement divisée sur des bases raciales avant 1993, une plus grande intégration raciale est intervenue depuis 1994 ; on peut donc s'attendre à ce que le groupe de comparaison pertinent soit composé de personnes de tous les groupes raciaux. Les résultats de cette étude confirment cette proposition.

3. La flambée des prix alimentaires en 2008/09 et 2010/11: impact sur les pays et réponses politiques

Pedro Conceição, et Sebastian Levine et Zuzana Brixiov, Bureau régional du PNUD pour l'Afrique

Dans ce document, nous explorons l'hétérogénéité des impacts sur les pays africains au cours des deux pics de prix des produits alimentaires en 2007/08 et 2010/11, et les différences de réponses qui ont été apportées. Dans un premier temps, nous établissons les liens entre l'évolution des prix internationaux des produits alimentaires, les manifestations et les impacts au niveau des pays, et la gamme des réponses dont disposent les décideurs locaux. Nous analysons ensuite les impacts au niveau macro et micro de façon plus détaillée en utilisant une mesure de la vulnérabilité alimentaire, les données du marché pour un groupe de produits alimentaires et de pays, et les données sur les prix à la consommation des pays africains. Nous discutons également les études récentes sur l'impact de la hausse des prix sur le bien-être des ménages. Dans l'avant-dernière section du document, nous présentons les résultats d'une enquête sur les réponses apportées par les gouvernements africains face à l'augmentation des prix des denrées alimentaires et nous discutons des différences de réponses en fonction de leur caractère macro, micro ou structurel, et en fonction de la situation spécifique du pays.

Séance 1.4.3 CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET MARCHÉS FINANCIERS

1. La récente croissance en Afrique: qu'est-ce qui a changé, qu'est-ce qui est important?

Abdoul Mijiyawa, Centre africain pour la transformation économique, Accra (Ghana)

Ce document analyse les facteurs liés à la récente croissance économique en Afrique. Il analyse également la dynamique de la croissance économique et ses déterminants en Afrique par rapport à l'Asie de l'Est. Les données révèlent que durant la période 1995-2005, l'Afrique a rattrapé l'Asie de l'Est en termes de croissance économique. Les données indiquent également que l'Afrique a réduit son retard par rapport à l'Asie de l'Est en termes de taux d'investissement. Toutefois, l'Asie de l'Est a maintenu et même amélioré son avantage sur l'Afrique en termes de PIB par habitant, d'efficacité de l'administration, d'enseignement primaire, de taux d'exportation, de crédit intérieur au secteur privé et de taux d'urbanisation. En Afrique, le taux de croissance économique pendant la période 1995-2005 est de 2,2 points de pourcentage supérieur au taux de la période 1975-1994. Les données montrent que seulement trois corrélats de croissance (l'enseignement primaire, le taux d'exportation et le taux d'urbanisation) se sont améliorés de façon significative au fil du temps. Les autres corrélats de croissance se sont légèrement détériorés ou sont restés stables en Afrique.

Les résultats des régressions de croissance sur la période 1995-2005 montrent que les investissements, l'accès du secteur privé au crédit intérieur, l'efficacité de l'administration, les exportations, et la part de la valeur ajoutée agricole dans le PIB sont positivement corrélés à la croissance économique. Ainsi, par rapport aux résultats des analyses statistiques, les résultats des régressions de croissance suggèrent que la plupart des variables qui ont contribué positivement à la croissance économique récente ne sont pas les variables qui ont évolué favorablement en Afrique. La bonne nouvelle est que les pays africains ont récemment réussi à se développer, sans beaucoup changer les fondamentaux de la croissance. La mauvaise nouvelle est que ces mêmes pays auront besoin de recentrer leurs efforts sur les vrais fondamentaux économiques, c'est-à-dire des variables qui contribuent de manière significative à la croissance économique ; à défaut, la récente reprise de croissance risque de ne pas être soutenable en Afrique.

2. Déterminants économétriques de la liquidité du marché obligataire: étude de cas de l'Afrique du Sud

Sylvanus Ihenyeni Ikhide et Forget Mingiri Kapingura, Département d'économie, Université de Fort Hare, East London (Afrique du Sud)

Ce document analyse les principaux déterminants de la liquidité du marché obligataire sud-africain, en appliquant un modèle vectoriel à correction d'erreur (MVCE). L'estimation en deux étapes de la méthode des moindres carrés a également été appliquée pour vérifier la robustesse des résultats. La réponse impulsionnelle et la décomposition de la variance par MVCE indiquent que les innovations concernant le taux de prise en pension, l'indice boursier, le volume des échanges, la participation des investisseurs étrangers et la volatilité ont un impact sur la liquidité du marché obligataire. Les résultats soulignent l'importance des variables macroéconomiques et la microstructure du marché comme des déterminants majeurs de la liquidité du marché obligataire sud-africain.

3. Investissements directs étrangers (IDE) et développement du marché financier en Afrique

Issouf Soumare, Université Carleton, Ottawa (Canada) et Pierre Yourougou, Sprott School of Business, Université Laval (Canada)

Les ouvrages sur le développement consacrés à la relation entre les investissements directs étrangers, le développement du marché financier et la croissance économique se concentrent principalement sur deux aspects: la relation entre les IDE et la croissance économique et le rôle joué par le développement du marché financier dans cette relation. Presque rien n'est dit sur la relation et le rapport de cause à effet entre les IDE et le développement du marché financier. Bien qu'il ait été établi que les IDE contribuent davantage à la croissance dans les pays où les marchés financiers sont plus développés, il n'est pas clair comment les IDE et le développement du marché financier interagissent entre eux. Le but de ce document est de combler cette lacune dans le contexte africain. En particulier, en Afrique, où les marchés boursiers font face à une faible liquidité et sont moins transparents, les IDE peuvent donner l'impulsion nécessaire pour les réformes du marché financier et servir de mécanisme d'amélioration de leur transparence et de leur profondeur. En outre, le bon fonctionnement de ces marchés peut aider à orienter plus efficacement les investissements étrangers vers les secteurs productifs, et donc à créer plus de valeur ajoutée pour les investisseurs, rendant ainsi le pays plus attractif aux IDE. En résumé, les IDE et le développement du marché financier interagissent, ce qui est confirmé par nos résultats. Nous constatons aussi que les IDE contribuent à la croissance économique en Afrique, sous la réserve que l'endogénéité entre les IDE, le développement du marché financier et la croissance économique soit traitée.

Quatrième jour: 28 octobre 2011

Séance 1.5.1 QUESTIONS COMMERCIALES

1. L'impact de la volatilité des prix élevés des matières premières sur les finances publiques des pays en développement

Hélène Ehrhart et Samuel Guérineau, Université d'Auvergne

La crise récente des matières premières a renouvelé l'intérêt des décideurs pour trois questions complémentaires: i) les caractéristiques et les déterminants de l'instabilité des prix des matières premières, ii) leurs effets macroéconomiques et, iii) les réponses politiques optimales à cette instabilité. Ce travail s'inscrit dans le cadre des études consacrées aux effets macroéconomiques de l'instabilité des prix des matières premières, mais se concentre sur son impact sur les finances publiques, d'autres ouvrages ayant mis l'accent sur la croissance. Ce document se démarque également des études précédentes sur deux aspects. Premièrement, nous testons l'impact de la volatilité des prix des matières premières plutôt que de nous limiter au niveau des prix. Deuxièmement, nous utilisons des données désagrégées sur les recettes fiscales (impôt sur le revenu, impôt sur la consommation et la taxe de commerce international) et le prix des matières premières (produits agricoles, minéraux et produits énergétiques) afin d'identifier les canaux de transmission entre les prix mondiaux et les variables de finances publiques. Notre analyse empirique est réalisée sur un échantillon de 90 pays en développement au cours de la période 1980-2008. Nous calculons un indice qui mesure la volatilité du prix international de 41 produits dans les secteurs de l'agriculture, des minéraux et de l'énergie. Nous obtenons des preuves convaincantes que les recettes fiscales des pays en développement augmentent avec la hausse des

prix des matières premières, mais qu'elles sont négativement affectées par la volatilité de ces prix. Plus précisément, une augmentation des prix des marchandises importées entraîne un accroissement des taxes sur le commerce et (dans une moindre mesure) des taxes à la consommation. Les prix des exportations sont également positivement corrélés à la collecte des recettes fiscales, par le biais des impôts et des recettes non fiscales plutôt que par le biais des taxes commerciales internationales et des taxes à la consommation. Toutefois, la volatilité des prix des matières premières (à la fois des marchandises importées et exportées) a un effet négatif très robuste sur les recettes fiscales. Ces résultats soulignent l'effet néfaste de la volatilité des prix des matières premières sur les finances publiques des pays en développement et mettent en évidence l'importance de la mise en œuvre de mesures politiques visant à limiter cette volatilité et à atténuer ses effets néfastes.

2. - Impact des mécanismes de facilitation du commerce sur la compétitivité des exportations en Afrique

Malcolm D. Spence et Stephen Karingi, CEA, Addis-Abeba

La compétitivité des exportations, en apparence intuitive, reste conceptuellement et empiriquement insaisissable. Ce document présente trois façons distinctes de penser la compétitivité des exportations et tente de saisir leur caractère empirique dans le contexte africain. La première concerne l'hypothèse de « compétitivité par rapport aux parts de marché » et emploie une analyse de part de marché constante pour examiner la dynamique de la compétitivité des exportations africaines. La seconde explore les fondements de la compétitivité des exportations à travers l'indice global de compétitivité et sa relation avec la productivité totale des facteurs. La troisième scrute le caractère des exportations africaines en appliquant une mesure de « niveau de revenu des exportations » élaborée par Hausmann, Hwang et Rodrik. Partant de ce contexte, l'analyse se concentre sur l'impact de la facilitation des échanges sur la compétitivité des exportations. Elle montre que la facilitation des échanges, évaluée à partir de quatre indicateurs créés par Portugal-Perez et Wilson, constitue une source clé de compétitivité et de productivité totale des facteurs, par un effet de transaction. Cependant, l'effet de production par lequel la facilitation des échanges réalloue les ressources à des secteurs plus productifs, mesuré par l'impact sur le niveau de revenu des exportations, est moins significatif. Bien que la qualité et la quantité des infrastructures physiques soit robuste pour toutes les spécifications, les résultats suggèrent que les mesures de facilitation du commerce sont mieux adoptées dans le cadre d'une politique commerciale globale visant à créer un environnement propice à la diversification des exportations africaines en vue d'assurer la compétitivité à long terme des exportations.

3. Impact des théories Hecksher-Ohlin et des rendements d'échelle croissants sur les flux commerciaux bilatéraux en Afrique subsaharienne

Mme Julie Lohi, Département de sciences économiques, Université de Virginie (États-Unis)

Selon les analyses de régressions de gravité, le commerce intra-africain est très peu significatif. Ce document vise à examiner dans quelle mesure la théorie d'Ohlin Hecksher (HO) et celle relative aux rendements d'échelle croissants (IRS) prennent en compte le commerce bilatéral au sein de l'Afrique subsaharienne. La différence moyenne du ratio capital/main-d'œuvre entre les pays d'Afrique subsaharienne est utilisée pour tester les prédictions de HO alors que l'indice moyen de Grubel Llyod (GL) qui détermine le taux de commerce intra-industriel (ITI) est calculé afin de vérifier la théorie IRS. Les résultats montrent que la part des biens homogènes et différenciés dans les exportations totales en Afrique subsaharienne est respectivement de 70 et de 30%. L'indice GL pour l'Afrique subsaharienne est de 0,03, soit le plus bas taux de l'ITI comparé à celui d'autres régions. La région présente des dotations homogènes. L'indice GL et le ratio de différence de dotation en facteurs en Afrique subsaharienne sont en concordance avec le faible niveau d'échanges bilatéraux révélés par les résultats des régressions de

gravité pour l'Afrique subsaharienne. En effet, les conditions de l'IRS et d'HO ne sont pas suffisantes pour stimuler le commerce en Afrique subsaharienne. Une politique adéquate d'industrialisation et de diversification de la production générera une demande et augmentera le commerce intra-régional, ce qui contribuera à la croissance de la région.

Séance 1.5.2 INVESTMENTS ÉTRANGERS DIRECTS

1. – Repenser les déterminants des investissements directs étrangers en Afrique: le rôle des institutions et des réformes

Gamal Ibrahim, Adam El-Hiraika et Abbi Kedir, CEA, Addis-Abeba / Université de Leicester, (Royaume-Uni)

Ce document examine les principaux déterminants des flux d'IDE nets en Afrique en utilisant des données récentes de panel sur 31 pays, pour la période 1984-2009. En adoptant à la fois une base de données statiques et des modèles dynamiques de données de panel, nous apportons la preuve que la taille du marché, les niveaux précédents des entrées d'IDE, la corruption, le crédit intérieur, la part du pétrole dans les exportations et les risques de tensions religieuses sont des facteurs importants de promotion des IDE en Afrique. Notre travail révèle que les IDE en direction de l'Afrique sont en quête de marchés et suivent les économies pétrolières. L'importance de la variable dépendante retardée est une preuve d'un autre motif de concentration (effets d'agglomération par exemple). Les IDE vers le continent semblent être concentrés dans des zones ayant précédemment attirés des IDE. La plupart des indicateurs de risques politiques et institutionnels sont jugés insignifiants. Le crédit bancaire intérieur est déterminant pour l'afflux d'IDE, mais seulement en présence d'une bureaucratie de qualité. Pour attirer les IDE dans le continent, outre des politiques visant à élargir les marchés, des réformes institutionnelles crédibles doivent urgemment être entreprises visant à améliorer la gouvernance économique et la stabilité politique, notamment à travers une amélioration de la qualité des services civils, la lutte contre la corruption et les tensions religieuses.

2. Environnement des affaires et investissements directs étrangers en Afrique

Emmanuel Nnadozie et Angelica Njuguna, CEA, Addis-Abeba

Ce document examine la relation entre le climat d'investissement, en particulier la réglementation des affaires, et les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique. Étant donné que la plupart des IDE en Afrique dépendent des disponibilités d'investissements existant et qu'ils ne bénéficient qu'à un nombre limité de pays (en particulier les pays producteurs de pétrole), l'étude montre que les petits pays sans ressources peuvent augmenter leurs chances d'attirer plus d'IDE et soutenir leur développement, pour peu qu'ils soient en mesure d'initier des réformes permettant d'améliorer le climat d'investissement grâce à l'amélioration de la réglementation des affaires qui établit un environnement favorable aux entreprises. Un modèle empirique est estimé en utilisant la réglementation des affaires comme régresseurs parmi les autres variables de contrôle. En effet, l'étude met en évidence que les règles et règlements commerciaux sont importants pour attirer les IDE en Afrique. Ce résultat s'oppose à la perception commune que les IDE en Afrique sont uniquement déterminés par les dotations en ressources naturelles. Ceci a des implications politiques importantes étant donné l'importance des IDE dans la promotion de la croissance et de l'emploi et étant donné le fait que de nombreux pays africains se lancent dans des réformes réglementaires et bureaucratiques coûteuses afin d'améliorer le climat d'investissement sans aucune garantie d'augmentation des entrées d'IED.

3. Investissements directs étrangers chinois et exportations des États subsahariens

Dzifa Kpetigo, Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine (CECMC) de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, France and Sampawende J-A Tapsoba, Fonds Monétaire International

L'article se propose d'examiner l'impact des IDE Chinois sur les performances d'exportation des pays d'Afrique Subsaharienne (ASS). L'étude concerne 46 pays d'ASS, 194 marchés d'exportation et couvre la période 2003-2009. Le modèle d'Aitken et al. (1997) est utilisé comme cadre conceptuel pour analyser l'impact des IDE Chinois sur les performances à l'exportation des économies. Les estimations indiquent que les IDE Chinois participent à l'amélioration des performances globales d'exportation dans les pays d'ASS, mais l'effet reste diffus et difficile à mettre en évidence au niveau des catégories de produits. En recentrant l'analyse aux zones économiques accueillant des groupements d'investissement Chinois (les Zones Économiques Spéciales -ZES-), à savoir la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC), il devient possible de capter les répercussions des investissements Chinois par catégories de produits exportés par les pays Africains. Dans chacun des cas, les possibilités d'amélioration et de réduction des performances à l'exportation coexistent, avec des implications en termes d'enfermement dans des spécialisations primaires et/ou de montée en gamme par l'amélioration du profil technologique des exportations.

Séance 1.5.3 QUESTIONS SUR LA TRANSITION ET LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE

1. Transition vers et en dehors du secteur formel: un coup d'oeil sur les déterminants de l'informalité dans les entreprises nouvellement créées

Ousman Gajigo, Banque africaine de développement et Mary Hallward-Driemeier, Banque mondiale

Ce papier analyse les variables qui influencent la décision des entreprises de s'installer dans le secteur formel ou informel. À partir de l'utilisation d'un ensemble unique de données récentes sur quatre pays africains (Côte d'Ivoire, Kenya, Nigéria et Sénégal) avec des informations détaillées sur les entreprises qui ont fait la transition entre le statut formel et informel, nous éclairons davantage la question des déterminants de la formalité. Nous avons constaté que la productivité des entreprises et la corruption (en termes de paiements informels réalisés par les entreprises) sont des facteurs significatifs du retour des entreprises dans le secteur informel, même après un premier enregistrement dans le secteur formel. Le niveau de productivité élevé, l'accès au financement bancaire à la phase de démarrage de l'entreprise ainsi que le niveau d'éducation augmentent la probabilité d'un passage à un statut formel. De plus, nous constatons que les contraintes de temps (par rapport au coût monétaire) de la réglementation gouvernementale réduit la probabilité pour les entreprises de rester dans le secteur formel.

2. Transformation structurelle en Afrique subsaharienne: la stratégie des pôles régionaux de croissance

M. Eric Ogunleye, Bureau du Conseiller économique principal du Président, Abuja (Nigéria)

Le but de ce papier est d'inviter les décideurs à débattre sur les stratégies alternatives de transformation structurelle durable en Afrique subsaharienne grâce à la technique des pôles de croissance. La technique proposée consiste à identifier, développer et gérer des pôles de développement régionaux ainsi que des chaînes de valeur de certains produits et activités. L'enquête empirique sur les pôles de croissance en Afrique subsaharienne suggère que l'Afrique du Sud et le Botswana dans le Sud, le Nigéria à l'Ouest, l'Angola au centre, et le Kenya à l'Est, constituent les pôles de croissance les plus cohérents en Afrique subsaharienne, si l'on tient compte d'un certain nombre de canaux à travers lesquels un pôle de croissance exerce une influence sur des économies périphériques. L'émergence de pôles de croissance potentiels tels que le Ghana, l'Éthiopie, la Tanzanie et la Guinée équatoriale est hautement souhaitable. Le cadre de développement et de gestion de groupements et de chaînes de valeur présenté dans cette étude peut très bien en traîner la transformation structurelle durable des économies d'Afrique subsaharienne.

3. Capital humain résistant: une condition préalable à la transformation structurelle

M. Adrian Gaucci et Mme Chrystelle Tsafack Temah (CEA)

Ce document cherche à démontrer que le système éducatif dans son état actuel ne permet pas de construire un capital humain résistant dans les pays les moins avancés (PMA) africains. Les PMA africains sont caractérisés par des handicaps structurels, notamment leur faible niveau de capital humain qui les empêche d'atteindre les objectifs convenus au niveau international et les objectifs de réduction de la pauvreté. En outre, leurs performances relativement bonnes en matière de croissance économique n'ont pas entraîné une réduction proportionnelle de la pauvreté, principalement en raison du manque de possibilités d'emploi. Alors que les raisons de cette faible création d'emplois sont variées et proviennent de la nature de la croissance elle-même (demande sur le marché du travail), du côté de l'offre, l'inadéquation entre les niveaux d'instruction et la demande du marché du travail formel et informel est un facteur important. En effet, le niveau, la qualité et le contenu des résultats de l'enseignement essentiellement primaire ne répondent pas aux exigences d'un marché du travail. En utilisant les données primaires et secondaires sur l'emploi en Éthiopie, on a montré que les compétences en matière d'alphabétisation ne sont pas suffisantes pour répondre aux possibilités d'emploi et tendent à renforcer la vulnérabilité globale. Une comparaison avec les économies d'Asie du Sud est également utilisée pour déterminer un seuil d'éducation (niveau et qualité) nécessaire pour améliorer l'employabilité de la population active. Nos résultats suggèrent que le passage d'un modèle scolaire marginaliste à un modèle opérant dans les programmes scolaires, permettant la résolution des problèmes et le développement cognitif, est essentiel pour le renforcement de la capacité de résistance du capital humain qui contribue à celle des PMA Africains. De même, un capital humain doté de plus de capacité de résistance constitue une condition nécessaire et suffisante pour la transformation structurelle des économies des PMA.

Biographies des principaux conférenciers

Day 1: 25th October 2011

Opening remarks

Emmanuel Nnadozie, Director, Economic Development and NEPAD Division, UNECA

Emmanuel Nnadozie joined the UN's Economic Commission for Africa in 2004 as Senior Economic Affairs Officer and was appointed Director of Economic and NEPAD Division in 2009. Before joining ECA, he was Professor of Economics at Truman State University in Missouri, United States. In 1994, he was a Research Fellow at the University of Oxford, Centre for the Study of African Economies, and in 1996, visiting professor of economics and African Studies at the University of North Carolina. His scholarly works have appeared in both academic and non-academic journals worldwide. Emmanuel Nnadozie has written several books and book chapters. An award-winning educator, Emmanuel Nnadozie is member of many Honour societies and organizations, including Pi Delta Phi, Omicron Delta Kappa, and Phi Kappa Phi. He received higher degrees at the University of Nigerian NSUKKA and the Université de Paris 1 Sorbonne.

Abdoulie Janneh, Executive Secretary, United Nations Economic Commission for Africa (UNECA)

Abdoulie Janneh (Gambia) is the seventh Executive Secretary of the United Nations Economic Commission for Africa (ECA). He leads the organization, the regional arm of the United Nations in Africa, at the rank of Under-Secretary-General. Prior to ECA, Abdoulie Janneh served as Assistant Secretary-General and UNDP Regional Director for Africa from June 2000 to October 2005. In that capacity, he managed the United Nations Development Programme's (UNDP) largest Regional Bureau, covering 45 countries in Sub-Saharan Africa with a complement of over 1,500 staff. Prior to that, he held a number of senior positions in UNDP and its affiliated funds, including Resident Coordinator and Resident Representative in Ghana (1996-1999) and Niger (1993-1996), as well as Deputy Executive Secretary of the United Nations Capital Development Fund (1990-1993). Abdoulie Janneh holds an MA in Urban and Regional Planning Studies from the University of Nottingham in England.

Tegegnetwork Gettu, Assistant Secretary General and Director, Regional Bureau for Africa, UNDP

Tegegnetwork Gettu heads the United Nations Development Programme's (UNDP) Africa Bureau in addition to serving as Assistant Administrator of UNDP and Assistant Secretary-General of the UN. Gettu has been in his current position since February 2009.

His diverse career spans UNDP, academia, government and the private sector.

Gettu served as Chief of Staff and Director of UNDP's Executive Office (2006-2009). From 2003 until 2006 he was the UN Resident Coordinator/UNDP Resident Representative in Nigeria. Prior to 2003, Mr. Gettu was the Country Director for Southern Africa and Indian Ocean countries and Acting Resident Representative in Liberia and Sierra Leone.

During his academic career, he was a fellow to Columbia University; Assistant Professor and Lecturer at the University of Rochester in New York, Hunter College and Addis Ababa University. He has also worked in Ethiopia's Ministry of Planning and Economic Development and the private sector.

Donald Kaberuka, President, African Development Bank (AfDB)

Mr. Donald Kaberuka is the seventh elected African Development Bank Group (AfDB) President. He chairs the institution's boards: the African Development Bank and the African Development Fund, the Group's soft loan arm.

Prior to joining the Bank, Mr. Kaberuka served as Rwanda's finance and economic planning minister from 1997 to 2005, and has been widely acknowledged as the country's principal architect of its successful post-war reconstruction and economic reform programme. He initiated and implemented major economic and governance reforms in the fiscal, monetary, budgetary and structural domains, including the independence of the country's central banks.

Mr. Kaberuka had over 12 years experience in the banking industry, in trade and finance, in the international commodity business and in the development sector, before joining the government.

As the country's finance and economic planning minister, the AfDB President served as Rwanda's governor at the World Bank, the International Monetary Fund (IMF) and the African Development Bank.

Jean Ping, Chairperson, African Union Commission (AUC)

Dr. Jean Ping is the current Chairperson of the African Union Commission. Dr. Ping, a Gabonese national, has held numerous roles in a distinguished career with the Gabonese government, including most recently before his appointment as AUC Chairperson: Vice Prime Minister, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and Francophonie and Regional Integration; Senior Minister, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and Francophonie of the Gabonese Republic; and Minister of Planning, Environment and Tourism. Dr. Ping has led his country's delegations to African and international forums, including those of UNESCO, OAU, AU, Non Aligned Movement, Organisation of Islamic Conference and the Organisation of Petroleum Exporting Countries. Dr. Ping was the President of the 59th Session of the United Nations General Assembly. He holds a PhD in Economic Sciences from the University of Paris I Panthéon-Sorbonne, and honorary doctorates from the Institute of Diplomacy in China and from the Institute of African Studies and Academy of Sciences in Moscow.

Day 2: 26 October 2011

1st Plenary Session

Donald Kaberuka, President, African Development Bank (AfDB)

See Opening remarks

Brice Lalonde, Assistant Secretary-General, Executive Coordinator of Rio+20 (UNCSD 2012)

Mr. Brice Lalonde is a former French Ambassador for climate change international negotiations. He was appointed by the United Nations Secretary-General as Assistant Secretary General, Executive Coordinator for Rio+ 20 in January 2011.

Prior to this, he served as French Minister for the Environment from 1988 to 1992, Chairman of the Round Table for Sustainable Development at the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD), and Senior Adviser for the Environment to the French Government. In addition, he held the position of Director of the Paris office of the Institute for a European Environment Policy. Mr. Lalonde graduated from the Sorbonne University with a degree in classics and law.

Mr. Diederik Vandewalle is an Associate Professor of Government at Dartmouth College and visiting professor at the London School of Economics. Mr. Vandewalle's expertise focuses on economic and social development in the Middle East and North Africa, particularly of oil states. He has authored numerous recent articles on the revolution in Libya. Mr. Vandewalle holds a PhD in Political Science from Columbia University, has been a visiting scholar at Harvard's Middle East Center and Institute for International Development, and is a recipient of Fulbright and Social Science Research Council grants.

2nd Plenary session

Desta Mebratu, Deputy Director, Regional Office for Africa, UNEP

Mr. Desta Mebratu has more than 22 years of experience working for industries, government agencies, universities and international organizations. He has been working for the United Nations Environment Programme (UNEP) since August 2003 and is currently serving as the Deputy Regional Director of UNEP Regional Office for Africa. His main areas of expertise are: Resource efficiency, environmental management systems, sustainable development policies and sustainable energy systems. He published more than 40 articles in peer-reviewed journals, books and conference reports. A chemical engineer by background, Mr Mebratu has a PhD of engineering in Industrial Environmental Economics and an MBA in International Business.

Ben Kaluwa, Professor of Economics, University of Malawi, Malawi

Ben Kaluwa, received a Bachelor of Social Science degree from the University of Malawi in 1975 with joint majors in economics and sociology. In 1978 he obtained a Postgraduate Diploma in Economics and a Masters' Degree in Quantitative Economics in 1979 from the University of East Anglia, UK. In 1986 he obtained the PhD degree in economics from the University of Edinburgh, Scotland. His teaching

career at the University of Malawi has been in diverse areas of economics as have been his research and publications. His publications have appeared in international refereed journals and books and as monographs and books. Areas covered include: macroeconomic policy and employment; performance of structural adjustment and privatisation policies; agricultural market liberalisation; performance of out-grower schemes; performance of manufacturing firms and of state-owned enterprises; urbanisation; demand for urban services, health insurance and infant foods.

Afeikhena Jerome, Coordinator, Nigeria Governors Forum (NGF)

Afeikhena Jerome is Coordinator, State Peer Review Mechanism, Nigeria Governors Forum (NGF), Abuja, Nigeria. Prior to joining the Secretariat of the NGF, he was the Coordinator for Economic Governance and Management, APRM Secretariat, Midrand, South Africa.

He has held several distinguished positions including being visiting scholar, the IMF, Visiting Fellow, the World Bank, Senior Associate Member of Saint Anthony's College, Oxford, United Kingdom and Fellow, Research Group on African Development Perspectives, University of Bremen, Germany.

As an accomplished scholar, Dr Jerome has several reputable publications on African Development including books and accredited journals articles in reputable journals. He has also consulted extensively for several international organizations, including the World Bank, AfDB, UNECA, UN-HABITAT, ILO and UNDP.

Augustin Fosu, Deputy Director, United Nations University, WIDER

Augustin FOSU is Deputy Director, UN University-WIDER, Helsinki, Finland and Visiting Scholar, University of Ghana-Legon, Ghana; honorary Research Associate, Oxford University (CSAE) and University of Manchester (BWPI). Previous positions include: Director (Economic and Social Policy Division) and Senior Policy Advisor /Chief Economist, UN Economic Commission for Africa; and Director of Research, African Economic Research Consortium. He holds the PhD in economics from Northwestern University, USA. He has published extensively and is listed among the "top 500 economists" globally by certain rankings.

Prof. Fosu is co-editor of the Journal of African Economies (Oxford) and serves on the editorial boards of many other journals, including: African Development Review, Journal of Development Studies, Oxford Development Studies, World Bank Economic Review, and World Development.

Special Session 1.2.3

Pedro Conceicao, Chief Economist, Regional Bureau for Africa, UNDP

Pedro Conceição is currently Chief Economist and Head of Strategic Advisory Unit of the United Nations Development Programme. Prior to this, he was Director of the Research team at UNDP's Office of Development Studies. At this position, he has been working on identifying the possible impact of the global economic crisis on developing countries. He has also worked on the food crisis, on climate change and development, and on the evolution of income distribution across and within countries. Earlier work on financing for development and on global public goods was published by Oxford University Press in books he co-edited (The New Public Finance: Responding to Global Challenges, 2006; Providing Global Public Goods: Managing Globalization, 2003). He has published, amongst others journals, in the

Review of Development Economics, Eastern Economic Journal, Ecological Economics, and Technological Forecasting and Social Change. He was deputy director of the Office of Development Studies from 2001 to 2005. Previously, he was an assistant professor at the Technical University of Lisbon, Portugal, teaching and researching on science, technology and innovation policy. He has degrees in Physics and in Economics from the Technical University of Lisbon and a Ph.D. in Public Policy from the LBJ School of Public Affairs, the University of Texas at Austin.

Ousmane Kane, Chair, National Academy of Sciences and Technology of Senegal

Dr Kane holds a Doctorate in Applied Plant Physiology (1976), from Pierre and Marie Curie University of Paris and a PhD in Food Science and Technology (1987) at the Laval University of Quebec City, Canada.

He has produced three theses, five collective books and more than 60 articles or presentations in International Scientific Journals or events held in several places in Africa, Europe, Latin America, North America and Asia. He is also co-author of the African Chapter of UNESCO World Science Report 2010

Former Researcher (since 1971) and Director General (1981-1986) of the Institute of Food Technology (ITA) of Senegal, Dr Kane was appointed as Deputy (1986-1997)), then as substantive Executive Director (1997-2009) of the African Regional Centre for Technology (ARCT), until he retired in October 2009.

He is a founding fellow of the National Academy of Sciences and Techniques of Senegal (ANSTS) and also Member of the New York Academy of Science (NYAS). Dr Kane has extensively worked on Technology Innovation and Intellectual Property rights issues, on linking Research to Socio-Economic Development, in particular through valorization of research results, as well as on the Formulation of Science, Technology and Innovation Policy for several African countries, as UNESCO, UNECA or IDRC consultant

Chinedum Nwajiuba, Executive Director, Nigerian Environmental Study Action Team (NEST)

Professor of Agricultural Economics, and Executive Director of Nigerian Environmental Study Action Team (NEST) Ibadan (www.nestinteractive.org) and Project Coordinator of the Canadian International Agency (CIDA)-funded Building Nigeria's Response to Climate Change (BNRC) project (www.nigeriaclimatechange.org). Under these he supervises research and pilot project teams covering all ecological zones of Nigeria, and works closely with the Special Climate Change Unit (SCCU), Federal Ministry of Environment in developing the National Adaptation Strategy and Plan of Action on Climate Change for Nigeria (NASPA-CCN). He has three degrees in Agricultural Economics including the B. Agric. (University of Nigeria, 1986), M. Sc. (University of Nigeria, 1989) and Ph.D. (University of Hohenheim, Germany, 1994), in addition to the M.Sc. in Development Economics (IMSU, 2004). In 2009, he was appointed by the Nigerian Government as member of the National Agricultural Seeds Council (Federal Ministry of Agriculture), and serves as Expert supporting the International Panel for Sustainable Resource management of UNEP.

Day 3: 27 October 2011

3rd Plenary session

Patrick Guillaumont, President of Ferdi and Professeur emerite a l'Universite d'Auvergne

Patrick Guillaumont is Président of the Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International (FERDI), Professeur émérite at « Université d'Auvergne », founder and member of CERDI and Director of *Revue d'Economie du Développement*. He is also a member of the European Development Network and Fellow of the Oxford CSAE.

He has for many years been a member of the Committee for Development Policy at the United Nations where he has chaired from 1997 to 2009 various expert groups on the identification criteria of the Least Developed Countries. He has worked for various international institutions and governments.

He has published many books and two hundred papers on development. His recent work is mainly about public aid, vulnerability and the LDCs.

Abdoulaye Bathily, Former Minister of Environment, Member of Parliament, Senegal

Mr. Abdoulaye Bathily, is Secretary General of the Democratic League/Movement for the Labour Party (LD/MPT), was a former Member of Parliament and Minister of the Environment and the Protection of Nature in Senegal from 1993 to 1998. He was a presidential candidate in 1993 and 2007, and also served as Third Vice-President of the National Assembly from 2001.

Ola Smith, Professor of Animal Production and Health and Technical Adviser to the Director-General of the International Trypanotolerance Centre, Banjul, The Gambia

Olanrewaju Smith (Professor of Animal Production and Health) has over 20 years experience in International Development with a focus on improved and sustainable use of natural resources. Served in various positions including: member of the Scientific and Technical Advisory Panel of GEF; Regional Director, West and Central Africa Regional Office of IDRC; Executive Secretary of the Global Forum on Agricultural Research; Chair of the Committee on Science and Technology United Nations Convention to combat desertification. Examples of thematic areas of expertise include: desertification and land regeneration, food security and environmental sustainability, strategic partnerships among stakeholders involved in the agricultural sector.

Kofi Andah, Regional Manager, AMSCO, Nairobi Office

Kofi Andah is the Regional Manager (East Africa) for the UNDP's African Training & Management Services (ATMS) Project implemented by the African Management Services Company (AMSCO). AMSCO was set up by AfDB and IFC to provide management and capacity-building services to African enterprises through the ATMS Project. AMSCO is also the implementing partner for the AfDB's Growth Oriented Women's Enterprises (GOWE) Project.

Kofi holds a BA in Economics & Accounting/Management from the University of Ghana, and an MBA from Baylor University in Texas, USA. He has a keen interest in sustainable private sector development, and in playing golf and chess.

Wilfred Lombe is the Chief of the Infrastructure and Natural Resources Section of RIITD at UNECA. Dr Wilfred C Lombe obtained his MSc and PhD in Minerals Engineering from the Royal School of Mines at Imperial College of Science and Technology of the University of London. He lectured at the University of Zambia School of Mines in mineral processing and later became an advisor in minerals beneficiation at the Eastern and Southern African Mineral Resources Development Centre in Dar-as-salaam, Tanzania. Prior to joining the United Nations, Dr Lombe worked as Director at the Minerals and Energy Policy Centre, in Johannesburg, South Africa, where he provided intellectual leadership in minerals and energy policy research. He currently heads the team working on infrastructure and natural resources development policy at UNECA.

Paul Van Aalst, Director, E+Co, Europe, Amsterdam, The Netherlands

Mr. Paul Van Aalst is the Director of E+Co Europe, a public purpose investment company for clean energy enterprises in developing countries. He is also a member of the Supervisory Boards for BiD Network Foundation and IKV Pax Christi. Mr. van Aalst has been an advisor in the field of sustainable investing and strategy to various international corporations, public organizations and financial institutions.

Mathieu Badolo, Director, Institut d'applications et de vulgarisation en sciences

Dr. Mathieu Badolo is the Director of the Institut d'application et de vulgarization en sciences (IAVS). He has served as coordinator of the project of regional adaptation to climate change of the Permanent Inter-State Committee on Drought Control in the Sahel (CILSS). His research focuses on the management of scientific information in the context of the Sahel region and on the articulation between environmental policies and development priorities. Dr. Badolo holds a PhD from the Université Libre de Bruxelles.

Paul Collier, Professor of Economics and Director, Centre for the Study of African Economies, Oxford University

Paul Collier is Professor of Economics and Director of the Centre for the Study of African Economies at Oxford University. He took a five year Public Service leave, 1998-2003, during which he was Director of the Research Development Department of the World Bank. He is also a Distinguished Invited Professor at Sciences Po, Paris. His research covers fragile states, democratization, and the management of natural-resources in low-income societies. Collier is the author of *The Bottom Billion*, which in 2008 won the Lionel Gelber, Arthur Ross and Corine Prizes and in May 2009 was the joint winner of the Estoril Global Issues Distinguished Book Prize. His second book, *Wars, Guns and Votes: Democracy in Dangerous Places* was published in March 2009; and his latest book, *The Plundered Planet: How to Reconcile Prosperity with Nature*, in May 2010. Paul Collier is currently advisor to the Strategy and Policy Department of the International Monetary Fund, and advisor to the Africa Region of the World Bank. In 2008, he was appointed Commander of the Order of the British Empire (CBE) 'for services to scholarship and development'. In 2011 he was elected to the Council of the Royal Economic Society.

Special Session 1.3.3

David Batt, Director, African Partnership Forum Support Unit, OECD

Mr. David Batt is the first Director of the Africa Partnership Forum Support Unit at the OECD, taking up the position in 2006. Mr. Batt previously served as Regional Deputy Director for Eastern and Central Africa with DFID.

Maxwell Mzekwalamba, Commissioner for Economic Affairs, African Union Commission

Dr. Maxwell Mzekwalamba is the Commissioner for Economic Affairs at the African Union Commission. Dr. Mzekwalamba is a Malawian national and held numerous positions in Malawi and the United States prior to his election to his current position with the AUC. These positions have included Macroeconomist at the World Bank's Malawi country office from 1998 to 2000 and 2003 to 2004, Principal Secretary of the Malawi Ministry of Finance and Economic Planning from 2000 to 2003, and Chief Economist and Coordinator for Advisory Services for Private Business Promotion with the Malawi Chamber of Commerce and Industry from 1997 to 1998. In addition, Dr. Mzekwalamba has served as Secretary of the Malawi Cabinet Committees on the Economy and on Budgetary and Financial Matters, as well as holding lecturing positions at the University of Malawi. He holds a PhD in Economics and an MSc in Policy Economics from the University of Illinois at Urbana-Champaign, as well as an MA in Economics with Finance from the Victoria University of Manchester.

Mr. Moustapha Kamal Gueye, Acting Head of the UNEP Green Economy Advisory Services Unit, is the Economic Affairs Officer in the Division of Technology, Industry and Economy, Economics and Trade Branch. From 2006 to early 2009 Mr. Gueye served as Senior Programme Manager at the International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD). He has managed policy research projects on energy and environment in China and India at the Institute for Global Environmental Strategies (IGES). Mr. Gueye holds a PhD in Foreign Investment and Regional Economic Integration in Southeast Asia from Nagoya University, Japan.

Esther Agbarakwe, African Regional Coordinator, UNCSO

Esther Agbarakwe has over eight years of experience working on environmental issues. She received her Bachelor's Degree in Chemistry from the University of Calabar, Nigeria. Esther is a climate change policy expert and trainer with extensive experience in creating, facilitating and managing youth-led projects.

Esther has represented Nigeria and Africa at over ten high-level global governance meetings on sustainable development and has served as the African coordinator of the UN Commission on Sustainable Development (UNCSO) Youth and Children Major Group. In 2009, Esther co-founded the Nigerian Youth Climate Coalition, the biggest youth climate movement in Nigeria and serves as a technical Advisor to the African Youth Initiative on Climate Change (AYICC).

She was selected as 'Women Deliver 100 Young Leaders' for her strong interest in women's issues and was invited to attend the "Women Deliver" Global Conference in DC in June 2010. Esther is the recipient of the 2010 LEAP Africa Annual Nigerian Youth Leadership Award and is a Dekeyser & Friends Foundation and Commonwealth Youth Climate Fellow. She is currently serving as an Atlas Corps Fellow with Populational Action International in Washington DC.

Carine Kiala, Executive Clients Coordinator, LCF and Associate, Angola

Carine Kiala is a Project Manager of the Centre for Strategic Studies of Angola (CEEA - *Centro de Estudos Estratégicos de Angola*). She is also an Associate Researcher of the Department of Political Sciences of the University of Pretoria, from which she holds a Masters Degree in International Relations. She has authored the book “The Politics of Trade in the Southern African Customs Union (SACU): Prospect of a SACU–China Free Trade Agreement”. Carine is an academic and business researcher, publishing work on Angolan current affairs and economic diplomacy.

Adetokunbo Babatunde Sofoluwe, Vice Chancellor, University of Lagos, Lagos, Nigeria

Professor Adetokunbo Babatunde Sofoluwe was appointed 10th Vice-Chancellor, University of Lagos on January 30, 2010.

This distinguished Professor of Computer Science who was born on April 15, 1950 is a Fellow of the Academy of Science, Computer Association of Nigeria and Computer Professionals of Nigeria. He graduated with a Second Class Upper Division Honours in Special Mathematics in June 1973 from the University of Lagos. He earned his Masters Degree in 1975 and Doctorate Degree in 1981 from Edinburgh University, Scotland.

He started his career as a Graduate Assistant in the University of Lagos in 1976 and rose steadily through the ranks to become a Professor in October 1996.

The former Director of Academic Planning (March, 2005–November, 2006) and Dean, Faculty of Science (1988–2002) was elected as a member of the Governing Council of the University of Lagos (2000–2004). By virtue of his first appointment as Deputy Vice-Chancellor (Management Services), he returned to the Governing Council in August 30, 2006 and has been there till date.

Kwabena Gyimah-Brempong, Professor, University of South Florida

Kwabena Gyimah-Brempong is Professor of Economics at the University of South Florida at Tampa where he has been Department Chair since 2004. He has also held academic positions at New College of Florida and Wright State University. He was an Economics Program Director at the National Science Foundation from 2002-2004 and a senior research economist at Elliot Berg Associates from 1986 to 1987. He is a past Secretary/Treasurer and President of the African Finance and Economics Association (AFEA) as well as a past President of National Economics Association. He consults regularly for the African Development Bank, United Nations’ Economic Commission for Africa, African Capacity Building Foundation, and the National Science Foundation, among others. He holds a BA (Honors) in Economics from University of Cape Coast, Ghana and a PhD in Economics from Wayne State University. His research focuses on economics of crime, efficiency in public production, and economic development of Africa. He has published widely in leading economic journals.

4th Plenary Session

Emmanuel Nnadozie, Director, Economic Development and NEPAD Division, UNECA

See Opening remarks

Louis Kasekende, Deputy Governor, Bank of Uganda

Dr Louis Kasekende is Deputy Governor at the Bank of Uganda, reverted to the position in January 2010. He recently served at the African Development Bank as Chief Economist, a position he held for three and a half years. Previously he served as Alternate Executive Director and later as Executive Director at the World Bank for Africa Group 1, including 22 countries mostly from Anglophone Sub-Saharan Africa. Prior to joining the World Bank, he served as Deputy Governor at the Bank of Uganda from 1999 to 2002; Executive Director Research and Policy at the Bank of Uganda from 1994 to 1999; Director of the Research Department at the Bank of Uganda from 1992 to 1994. After completing his studies at Makerere University, he tutored at the University before proceeding for his post-graduate studies at the University of Manchester. During his studies at University of Manchester, he tutored in the department of Econometrics. Between 1991 and 1996 he lectured part-time in the MA Program in Economic Policy and Planning at Makerere University. He is a member of the United Nations Group of Eminent Persons for the Least Developed Countries and was recently appointed to the Financial Stability Board taskforce on Emerging Markets and Developing Economies.

Dr Kasekende holds a Bachelor of Arts degree of Makerere University, Diploma in Econometrics, Masters of Arts and Ph.D in Econometrics of University of Manchester. He has authored several articles in academic journals and two books.

Olusanya Ajakaiye, Senior Research Associate, Foundation for Economics Education

Prof. Olu Ajakaiye is a Senior Research Associate at the Foundation for Economics Education (FEE), Ibadan. A former Director-General, Nigerian Institute of Social and Economic Research (NISER), Ibadan and until September 2011, Director of Research, African Economic Research Consortium (AERC) Nairobi, he obtained his PhD in economics from Boston University, USA.

Prof. Ajakaiye was a member of the Joint Planning Board and the National Council on Development Planning, Nigeria, 1999-2004; chaired the National Core Team for the preparation of the Interim Poverty Reduction Strategy Paper, Vice President for Africa, Intergovernmental Council of Management of Social Transformations (MOST) of UNESCO (2000–2004); He was member, National Working Committee for the Preparation of Nigeria's Vision 2020; and currently serves on several international Committees, Panels and Advisory Groups, He specializes in development economics and has published extensively in that area.

Leonce Ndikumana, Professor, University of Massachusetts.

Leonce Ndikumana served as Director of Operational Policies and Director of Research at the African Development Bank, Chief of Macroeconomic Analysis at the United Nations Economic Commission for Africa (UNECA), and visiting Professor at the University of Cape Town. He is an Honorary Professor of economics at the University of Stellenbosch. He has contributed to various areas of research and policy analysis on African countries, including the issues of external debt and capital flight, financial markets

and growth, macroeconomic policies for growth and employment, and the economics of conflict and civil wars in Africa. His most recent publication is the book on *Africa's Odious Debt: How Foreign Loans and Capital Flight Bled a Continent* (co-authored with James K. Boyce), in addition to dozens of academic articles and book chapters on African development and Macroeconomics. He is a graduate of the University of Burundi and received his doctorate from Washington University in St. Louis, Missouri.

Abdoulie Sireh-Jallow, Lead Economist, Islamic Development Bank

Abdoulie Sireh-Jallow is Lead Economist of the Country Division III (West Africa) of Islamic Development Bank, a post held since September 2010. Prior to that, he served as Economic Advisor and Head of the Strategy and Policy Units of three UNDP Country Offices (Zambia, Malawi, and Ethiopia). He started his career as an Economist and later Senior Economist and Head of the Macroeconomic and Financial Analysis Unit at the Ministry of Finance and Economic Affairs in Gambia. He was also Director of the Policy Analysis Unit, Office of the President before joining UNDP. He holds a PhD. (Economics) from McGill University, MA (Economics) from Boston University and B.Sc. (Honours) (Economics) from Fourah Bay College, University of Sierra Leone. His interests are in Macroeconometric modeling and International Trade and his current passion is on fiscal space expansion through potential nontraditional sources of development finance.

Day 4 28 October 2011

5th Plenary session

Bernadette Dia Kamgnia, Professor of Economics, University of Yaounde II

Bernadette DIA KAMGNIA is a Professor of Economics of the University of Yaoundé II in Cameroon. She is currently the coordinator of the training programs (Master's & PhD) at the New PTCI (Programme de Troisième Cycle Inter Universitaire en Economie) of the CIEREA, an International Non Governmental Organisation, which is based in Ouagadougou, Burkina Faso. Up until November 2007, Bernadette DIA KAMGNIA was the Manager of the AERC Collaborative PhD Programme Campus for Francophone Africa at the University of Yaounde II, while holding the position of vice-dean in charge of Academic Affairs of the Department of Economics and Management. Since May 2009, she serves as a Resource Person in the Thematic Group "Political Economy and Sectorial Issues" of the AERC, having been providing preliminary review for AERC proposals since 2007.

Bernadette DIA KAMGNIA is co-author of the upcoming Africa Human Development Report on "Food security for human development in Africa".

Abebe Aemro Selassie, Assistant Director, International Monetary Fund

Abebe Aemro Selassie is an Assistant Director in the IMF's African Department. He currently heads the teams working on South Africa and the Regional Economic Outlook for sub-Saharan Africa (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2010/AFR/eng/pdf/sreo1010.pdf>). Previously at the IMF he has worked on a number of emerging markets countries, including Romania, Thailand, Turkey and Poland, as well as a range of policy issues. Before joining the IMF, he worked for the Government of Ethiopia.

Bola O. Akanji, Research Professor, NISER

Bola Akanji, Research Professor, Economic Policy Research Department, Nigerian Institute of Social and Economic Research. Researcher, Consultant, University teacher, her research covers agricultural markets and labor studies, socio-economic policy analysis, economic governance and gender impacts of economic and human development, including poverty, food security and sustainable livelihoods. Has authored many scholarly articles on these subjects and consulted widely in engendering policies, strategic programme development including indicators/statistics for gender-aware policy analysis. A contributing author to the African Human Development Report (2011), member, International Working Group on Gender, Macroeconomics and International Economics, Fellow, Salzburg Seminar, Austria and currently Visiting Professor, University of Rhode Island, Kingston, USA.

Prof. William A. Masters is the Chair of the Department of Food and Nutrition Policy at the Tufts University Friedman School of Nutrition Sciences and Policy in the USA. Prior to this position he served as a Professor at several Universities, most recently including Purdue and Columbia. Prof. Masters has written and co-written numerous books and dozens of articles on various aspects of agriculture in Africa. He holds an MA and PhD from Stanford University.

6th Plenary session

Yvonne Ndege is the West Africa Correspondent for Al Jazeera Television, based in Abuja, Nigeria. Prior to this appointment, Yvonne was the network's East Africa Correspondent based in Nairobi, before which she spent close to a decade working as a Producer/Reporter for the BBC in the United Kingdom. Yvonne's career in journalism began at the BBC after she graduated from University of London's Goldsmith's College, and the London School of Economics in Sciences. Yvonne has covered extensively some of the biggest news stories and current affairs of our times. These have included wars and conflicts, natural disasters and scientific breakthroughs, elections and revolutions, which have spanned over 35 countries in Africa, Europe and the United States, most notably Nigeria, the Democratic Republic of Congo, Somalia, Kenya, South Africa, Chad, Rwanda, Cote d'Ivoire. Yvonne is also the co-recipient of the 2009 United Nations Journalism Award for her work in the Democratic Republic of Kenya. Yvonne joins us today from Liberia where she has been covering national elections.

Muthuli Ncube, Chief Economist, African Development Bank

Professor Mthuli Ncube is the Chief Economist and Vice President of the African Development Bank (AfDB). As Chief Economist, he oversees the Economics Complex, which is focused on the process of knowledge management within the Bank and with its partners, and general strategic economic research within the Bank. Mthuli Ncube holds a PhD in Mathematical Finance from Cambridge University in UK and was a lecturer in Finance at the London School of Economics. Before joining the Bank, he was the Dean of the Faculty of Commerce Law and Management, and also Dean and Professor of Finance at Wits Business School, all at University of Witwatersrand, in South Africa. He has extensive experience as an investment banker and as a regulator, having served as a Board member of the South African Financial Services Board (FSB), which regulates non-bank financial institutions in his country. He was also Chairman of the National Small Business Advisory Council (NSBAC) in South Africa. For the last 20 years, he has been devoted to economic research on Africa with the African Economic Research Consortium (AERC). He is now Chairman of the Board of AERC.

David B. Brooks, Director, Water Soft Path Research

Dr. David B. Brooks, who was educated in geology and economics, has recently retired after 14 years with the International Development Research Centre. He now advises several Canadian Non-Governmental Organizations, including Fresh Water for Friends of the Earth - Canada, the International Institute for Sustainable Development, and the POLIS Project for Ecological Governance (University of Victoria). Among past positions, he was founding director of the Canada's Office of Energy Conservation, director of the Ottawa Office of Energy Probe, and a principal with the firm of Marbek Resource Consultants Ltd. Dr. Brooks has been elected to The International Water Academy, based in Oslo, Norway.

Paul Malherbe, Chief Executive Officer, African AMSCO

Paul Malherbe joined the African Management Services Company BV (AMSCO) in November 2008 as Managing Director and CEO. AMSCO is a private sector management and capacity development initiative of the UNDP, IFC and AfDB, that operates in 24 countries across sub-Saharan Africa. Prior to joining AMSCO, Paul was head of Mentorship and Consulting Services at Business Partners Ltd, a South African investor in SMEs, for 5 years. This was preceded by 8 years in the operational division of the company where he was involved in the appraisal and structuring of risk and equity based finance to SMEs. Before joining Business Partners, he completed his accounting apprenticeship at Coopers & Lybrand, now pwc.

Sylviane J. Guillaumont, Professor, Université d'Auvergne, France

Sylviane Guillaumont Jeanneney is Emeritus Professor at the Université d'Auvergne, researcher at Cerdi, consultant at Ferdi, and Fellow of the Oxford Center for Studies on African Economies (CSAE). She is a member of the Board of the Agence Française de Développement. She was President of the French Association of Economic Science and a member of the French Council of Economic Analysis.. She has published many books and articles in international reviews: her main research interests are development economics, international cooperation, exchange rate, monetary and fiscal policy and environmental issues.

Dr. Bassary Toure is Vice President of the West African Development Bank (BOAD). Dr. Toure served as Minister of Economy and Finance of the Republic of Mali from October 2002 to May 2004. He has also held the positions of Resident Representative at the African Development Bank, Gabon from April 2007 to May 2009, Commissioner to HIV/AIDS and Good Governance of the United Nations Economic Commission for Africa, and Executive Director at the World Bank Group for numerous countries in Africa. Dr. Toure holds a Doctorate in Development Economics from the University of Paris, and Certificates from the Harvard University Business School and John F. Kennedy School of Government.

Miheret Debebe, Chief Executive Officer, Ethiopian Electric Power Corporation

Closing Session

Jennifer Kargbo, Deputy Executive Secretary, UNECA

Mrs. Jennifer Kargbo has had a distinguished national and international career having served in her native country, Sierra Leone and the international community for over three decades (1979-2011). As the current Deputy Executive Secretary of the United Nations Economic Commission for Africa, she is part of the leadership planning and providing assistance to African countries in formulating and implementing policies and programmes that will lead sustainable economic growth and social development.

She is a Development Management Executive with broad experience in providing strategic leadership in policy research and analysis to develop a body of knowledge, strategies and their application to successfully drive the economic, social and sectoral development programmes of the African countries and their institutions. Some of her policy research and application work focus on governance, political parties and their role in governance, private sector development, women's economic empowerment, civil society's role in the development process and regional integration.

Throughout her career at the United Nations Economic Commission for Africa, she has been especially involved in capacity development for policy and programme implementation including training, advisory services and technical assistance as well as contribution to knowledge generation through a broad array of policy-oriented initiatives. The African Governance project and the report emanating from it, other initiatives promoting the role of civil society in development, regional integration, and women's economic empowerment are among the many initiatives that bear her imprints.

Pedro Conceicao, Chief Economist, Regional Bureau for Africa, UNDP

See Special Session 1.2.3

Mthuli Ncube, Chief Economist, African Development Bank

See 6th Plenary session

Emmanuel Nnadozie, Director, Economic Development and NEPAD Division, UNECA

See Opening remarks

Publications de la UNECA

Economic Report on Africa 2011

Governing development in Africa - the role of the state in economic transformation

The Economic Report on Africa (ERA) series is a joint undertaking between the United Nations Economic Commission for Africa and the African Union Commission. Each year, the Report provides a broad assessment of recent global economic developments, economic and social conditions as well as emerging issues in Africa. It also provides in-depth analysis of selected thematic areas that affect Africa's progress towards its medium- to long-term economic growth and social development objectives.

African Economic Outlook 2011

The 2011 edition of this Outlook's thematic chapter investigates the rise of Africa's emerging partners. It analyses policy options for African policy-makers to make the best out of Africa's rapid integration into the global economy. The decade that began at the onset of the new century saw Africa's trade volumes with its emerging partners have doubled in nominal value over the decade and having surpassed the United States in volume, the continent's trade with its other emerging partners, taken together, is even larger than its trade with China alone. China represent more than a third of Africa's trade with emerging partners.

Assessing Progress n Africa toward the Millennium Development Goals MDG Report 2011

This annual report is based, as in previous editions, on the database compiled by the United Nations Statistical Division (UNSD).² This is the official data repository for assessing progress toward the MDGs. The UNSD harmonizes data using the same definitions and standards across national datasets, allowing for comparability across countries. An obvious drawback of this process is that it considerably lengthens the time lag between national data availability and international updates.

Sustainable Development Report on Africa

Managing Land-Based Resources for Sustainable Development

The focus on land-based resources is justified by two main factors: the overwhelming reliance of African economies on natural resources, and the role they play in conflict. Land-based primary products dominate the exports sector, with minimal value addition to the African economies. In order for the continent to achieve sustainable development, natural resources should be exploited so as to contribute significantly to the well-being of the majority of the population. This implies increasing the value addition of land-based resources, and for achieving sustainable development in Africa

Review of the Application of Environmental Impact Assessment in Selected African Countries

The objective of this report is to provide member States of ECA with recent documentation on the institutionalization and application of EIA in Africa as well as challenges, good practices/success stories and lessons learned. The intent is to build on the work of partners, promote knowledge networking and intensify advocacy with a view to enhancing the application and use-effectiveness of EIA as a policy tool in promoting sustainable development

**The Mutual Review of Development Effectiveness in Africa:
2011 Interim Report**

The Mutual Review of Development Effectiveness is an exercise in mutual accountability undertaken jointly by the UN Economic Commission for Africa and the OECD following a request of NEPAD Heads of State and Government in 2003. Its purpose is to assess what has been done by Africa and its development partners to deliver commitments in relation to development in Africa, what results have been achieved, and what the key future priorities are. It complements the self-assessments produced by each side to the partnership.

**United Nations Ten Year-Capacity Building Programme for the African Union
First Triennial Review (2006-2009)
Final Report (November (2010)**

In reviewing the UN's system-wide initiatives in capacity building in meeting the objectives of AUC, NEPAD and the RECs, the report establishes that overall, the individual support of the Departments, Offices Programmes and Organisations of the UN to African Regional organizations generally, has indeed been robust.

Developing Gender Statistics: A Practical Tool

**Reference manual prepared by the UNECE Task Force on Gender Statistics Training for Statisticians with contributions from various experts
United Nations - 2010**

Gender statistics relates to all fields of statistics and is a tool to facilitate the change needed to address gender issues. Identifying the information required to inform and understand the problems and goals connected with gender issues is essential to the production of gender statistics.

**The 2010 Round of Population and Housing Censuses
A guide on census planning and enumeration for African countries
October 2010
Statistics Working Paper Series 2**

Population censuses collect information on the size and distribution of the population as well as characteristics. Thus censuses are used to generate demographic and socio-economic indicators.

Reform of the International Financial Architecture and the Policy Implications for Africa

This ECA Policy Research Paper undertakes an analysis of the emerging international financial architecture from the perspective of its implications for Africa.

Promoting high-level sustainable growth to reduce unemployment and poverty rates

This brief covers the commodity-driven growth failing to lower unemployment and poverty rates, why Africa's growth is unaccompanied by employment and policy implications on promoting high sustainable and employment-intensive growth.



African Economic Conference
Conférence économique africaine

Green Economy and Structural Transformation

L'économie verte et la transformation structurelle

Addis Ababa, Ethiopia • Addis Ababa, Éthiopie
25-28 October • octobre 2011

United Nations Conference Centre
Centre de conférences des Nations Unies

